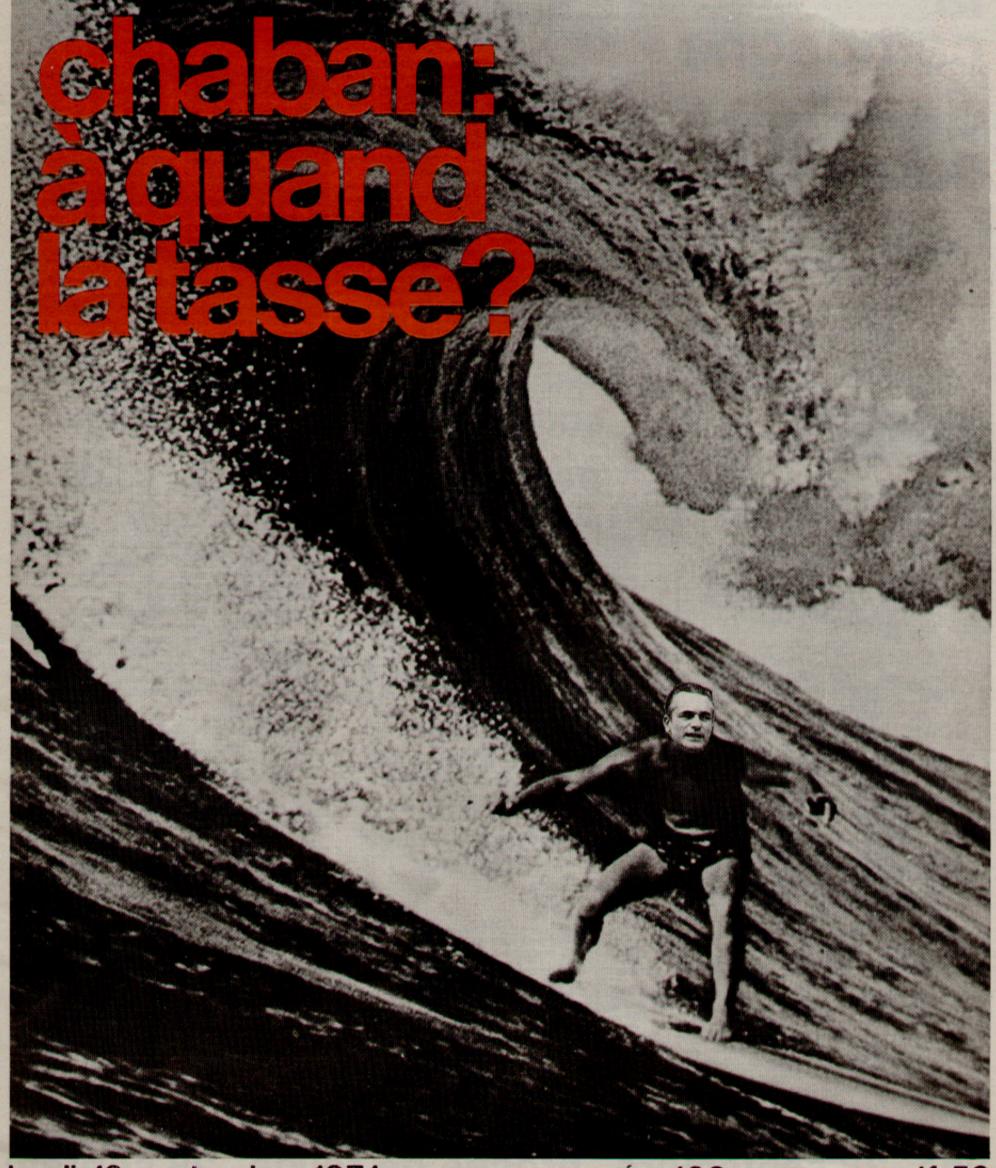
# hebdomadaire de la ligue communiste



lundi 13 septembre 1971

numéro123

1fr50

# pour que rouge vive

# organisons la campagne de soutien!

Le 28 septembre, deuxième acte du procès de « Rouge ». Son but n'est pas de nous interdire brutalement et définitivement, mais, par un biais plus subtil, de nous faire disparaître à petit feu. Marcellin, en bon flic, a saisi l'importance des problèmes financiers : il frappera à la caisse.

SANS ARGENT, PAS DE JOURNAL

SANS JOURNAL, PAS D'APPARITION

CENTRALISEE

Sans aucune honte, nous avouons que c'est notre point faible. N'en déplaise à l'Humanité, nous ne vivons d'aucune subvention ; ni mécène, ni CIA. Nos finances ne sont alimentées que par les cotisations régulières de nos militants. Face au Capital, qui d'avance a les poches pleines, le combat est inégal. Or, qu'il soit légal ou clandestin, sans argent il n'est pas question de sortir un journal. Telle est l'essence de la prétendue « liberté de presse du capitalisme. Il serait illusoire de croire à la création d'un système de presse totalement indépendant, alors que le Capital imbibe tous les pores de la société. La recherche d'une marge de manœuvre financière est donc primordiale: nier l'importance de ces questions serait de l'idéalisme pur et simple. Les révolutionnaires ne peuvent se permettre un travail artisanal. Face à la machine huilée du Capital, nous ne devons pas « aller à la guerre comme des paysans qui auraient à peine quitté la charrue, armés simplement d'un gourdin » (Lénine « Que Faire? »). Il nous faut donc de l'argent, tant pour mener notre campagne, que pour parer à toute amende. Sur ce terrain, la souscription permanente (dont la diffusion de la carte postale) est une bataille décisive.

Comprenant le prix d'une certaine aisance financière, Marcellin a saisi également le rôle primordial pour une organisation révolutionnaire d'un organe central de presse. Il ne s'attaque pas à « Rouge » uniquement parce que nous aurions trop « parlé », mais parce qu'il sait toucher là notre organisation dans un de ses outils principaux. « Rouge » permet l'unification des rythmes d'intervention politique de la Ligue Communiste sur tout le territoire. Cet instrument est vital pour l'armement politique des villes, des militants isolés, dont le champ politique est évidemment plus restreint que celui de Paris, où se concentre l'activité politique traditionnelle. Juste après Mai 68, en pleine période de reflux révolutionnaire, autour de « Rouge » nous avons pu rassembler les militants qui fondèrent la Ligue Communiste ; aujourd'hui « Rouge » est nécessaire à la croissance et au renforcement de notre organisation. En faisant signer l'appel de notre soutien à « Rouge », en dressant des panneaux explicatifs sur les marchés, nous devons développer, par-delà les mots d'ordre élémentaires de défense démocratique et de liberté de la presse, le thème de l'importance politique primordiale de la survie de « Rouge » pour la Ligue Communiste.

Le combat engagé à l'occasion de notre procès — qui sera suivi de plusieurs autres dans l'année — s'il s'inscrit dans le cadre général de la défense des libertés démocratiques, n'est pas seulement cela. Il ne se fera pas seulement par pétitions ou par protestations. Il s'agit d'un combat militant qui va plus loin que la défense d'un droit bourgeois bafoué par la bourgeoisie elle-même. Et la bataille politique ne pourra s'engager que si, prioritairement, la bataille financière est gagnée. Et cette bataille est celle de tous nos militants, de tous nos sympathisants, de tous nos lecteurs.





Militants, sympathisants

Procurez-vous la carte postale « spéciale procès » éditée par notre journal pour sa défense, diffusez-la largement autour de vous, afin de submerger le président de la XVIIème Chambre Correctionnelle sous l'expression générale de votre volonté de défendre la presse révolutionnaire. Votre soutien politique et financier nous est nécessaire (écrire à Rouge, ou acheter directement les cartes soit à la librairie Rouge, soit à la librairie « La Joie de lire » à Paris).

# souscription permanente

Le but du pouvoir est de nous faire disparaître. Son objectif principal, aujourd'hui, c'est notre caisse. Sans argent, ou frappé de trop lourdes amendes, notre journal ne peut paraître plus longtemps. Mais si Marcellin connaît notre faiblesse, nous savons que notre force tient dans la solidarité militante de nos lecteurs et sympathisants. Aujourd'hui, avant toute autre chose, cette solidarité doit être financière. Nous développons dès maintenant une CAMPAGNE PERMANENTE DE SOUTIEN A ROUGE dont le premier objectif est d'atteindre les 10 millions d'anciens francs dont la moitié pour la fin du mois de septembre. Nous en publierons l'évolution au fil des semaines comme nous commençons à le faire ci-dessous pour les sommes reçues dans le courant du mois de juillet.

militants sympathisants

les sommes les plus modiques peuvent nous aider ! Que chaque lecteur de Rouge verse un minimum de 20F et nous passerons sans dommage le cap du mauvais coup que nous prépare Marcellin.

Versez dès maintenant pour la souscription Rouge

(CCP 25 043 68 Paris, mention « Rouge - Procès »)

Nous avons reçu en juillet (1ère liste)

										į.												20	Į
			-																			_	۰
																						_	
																						150	1
ec	ieor	eorge	eorges	eorges	eorges	ieorges	eorges	eorges	ieorges	ieorges	ieorges	ieorges	ieorges	ieorges	eorges	ieorges	200 200 200 200 225 23 56 23 50 100 30 30 30 30 56 56 56 57 50 57 50 58 58 58 58 58 58 58 58 58 58 58 58 58						

# communiqué de la c.f.d.t.

Nous avons signalé, dans notre précédent numéro, le fait que plusieurs journaux (Le Monde, Combat, le Nouvel Observateur, etc...) avaient dénoncé, de diverses manières, le procès intenté à Rouge et les poursuites contre la presse révolutionnaire, ainsi que la prise de position du syndicat CGT des journalistes. A la veille du 1er procès, le syndicat CFDT a publié le communiqué de soutien suivant, que Rouge n'avait pas eu l'occasion de reproduire jusqu'ici.

Alertée par des faits (affaire Jaubert, procès intentés à des hebdomadaires et périodiques politiques ou philosophiques) qui constituent de nouvelles menaces à l'égard de la liberté de la Presse, la CFDT renouvelle l'inquiétude qu'elle a exprimée lors de son Bureau National de juin « devant les mesures du gouvernement et du Parlement qui restreignent les libertés d'association et d'expression ».

En plein accord avec le Syndicat des Journalistes Français CFDT, qui porte lui-même ce problème devant l'Union Nationale des Syndicats de Journalistes, la CFDT alerte l'opinion au sujet de la vague de persécutions qui s'abat sur la presse d'opinion.

Sans porter de jugement sur le contenu des publications poursuivies — certaines pour des faits qui n'ont donné lieu à aucune action judiciaire pendant de longs mois — la CFDT exige que la liberté de la presse soit effectivement respectée, au bénéfice de tous les courants de l'opinion.

Paris, le 2 juillet 1971



uge 28 septembre procès de rouge 28 septem

Au moment où s'aggrave la crise du régime capitaliste international et où s'étalent les scandales de la mafia politique au pouvoir en France, à gauche, on s'active. Le PCF prépare les législatives; Mitterand voit plus loin, il vise la présidence. Pour le PCF, il est indispensable d'obtenir un programme commun de la « gauche unie », s'il veut rendre crédible la perspective de la « démocratie avancée ». Faute de quoi, pour ses militants et ses sympathisants, il serait encore une fois le dindon de la farce. Pour Mitterand, il s'agit d'avoir l'appui d'une partie de la bourgeoisie, plus les voix des électeurs du PCF !...

Les deux partenaires s'épient, les sourires alternent avec les grincements de dents. Chacun essaye de mettre le maximum de cartes de son côté. C'est dans cette partie serrée que se situent les

rapports C.G.T. - C.F.D.T.

Pour le PCF. Le but est clair. Bien plus que de développer la lutte de classe, il s'agit de faire pression sur le P.S. pour l'amener à traduire sur le plan politique l'accord syndical. En un mot, à établir un programme commun de gouvernement ». Et le fameux Salini s'empresse de se réjouir que « les propositions de la CGT et de la CFDT aient entre autres... de remarquables qu'un gouvernement d'union démocratique s'empresserait de les prendre pour base de sa politique

Pour Mitterand. II faut tout d'abord gagner quelque sympathie auprès des travailleurs. Bien sûr, il y a eu le deuxième tour des présidentielles de 1965: ce politicien bourgeois, grâce au PCF, a bénéficié des suffrages de la classe ouvrière face à De Gaulle. Mais l'image de marque de l'ancien ministre de l'Intérieur serait un peu réhaussée dans la classe ouvrière si quelques cadres syndicaux venaient l'appuyer. C'est ce qu'a fait Descamps en adhérant au P.S. C'est le sens également de tous les propos d'Edmond Maire sur le renouveau intéressant du parti socialiste.

Bien sûr, l'actuel secrétaire de la CFDT est obligé de prendre quelques gants. Entre le P.S. et la CFDT, il y a convergence, non rapport privilégié. Et si Maire constate qu'« il y a eu quelques adhésions de militants CFDT au Parti Socialiste », il regrette que « l'adhésion à un parti reste très minoritaire dans la classe ouvrière ». Quant au programme commun, Mitterand le retarde au maximum. Pour Maire, il n'en est pas question, au nom de l'autonomie syndicale : chacun « son boulot » !

ET POUR LES TRAVAILLEURS, QUOI DE CHANGÉ ?

cords

c.f.d.t.

c.g.t.

- L'unité de la gauche fait encore naître des espoirs dans la classe ouvrière française. Ca rappelle 36, et puis le PCF a tellement dit que Mai 68 n'avait pas débouché faute d'unité! Beaucoup de travailleurs se remettent à y croire.

Les dirigeants C.G.T. - C.F.D.T. avaient expliqué en juin, d'un commun accord, que si l'on n'avait rien obtenu à la S.N.C.F., c'est parce qu'il n'y avait pas de situation politique favorable. C'est dire que face à l'intransigeance du gouvernement, il aurait été trop dangereux d'engager l'épreuve de force... puisqu'il manquait l'unité de la gauche. C'est ainsi qu'au nom de l'absence d'unité de la gauche, le PCF freine toute lutte dans les entreprises depuis Mai 68.

Enfin, l'unité de la gauche pointe son nez! Les directions syndicales vont-elles favoriser les luttes de masse? Voilà la question que se posent de nombreux travailleurs. Hélas! ni les petites phrases de Séguy, ni les commentaires d'Edmond Maire, ni l'attitude des directions syndicales dans les conflits d'Evian et de la S.N.C.F. à la rentrée ne permettent de l'espérer.

La petite phrase de Séguy, cette année c'est : « On va régler les comptes ». Mais aussitôt suivent les explications : « Toute la question est de savoir si le réglement doit s'effectuer à froid par voie de négociation, ou à chaud, sous la pression de l'action syndicale. Si cela ne dépendait que de nous, c'est assurément la première méthode qui l'emporterait ». Cela, un mois après les hausses décidées par le gouvernement.

- Pour Edmond Maire, il n'y a pas de remise en cause de la politique contractuelle : le contrat c'est une trêve entre patrons et ouvriers, explique-t-il. Si les ouvriers veulent cesser la trêve, les syndicats doivent les soutenir. Autrement, « ce serait une grève sauvage tournée contre les syndicats ». Mais, Edmond Maire, les vraies questions auxquelles il faut répondre sont les suivantes: Est-ce que la signature du contrat S.N.C.F. a favorisé ou défavorisé les luttes des cheminots en juin? Est-ce que les contrats signés à froid ou accompagnés d'une petite grève de pression de 24 h. peuvent être favorable à la classe ouvrière? Le rôle du syndicat est-il de favoriser les luttes, ou de les suivre pour mieux les canaliser ?

#### FACE A LA CRISE FINANCIERE...

Bien sûr, on affirme de part et d'autre qu'il n'y aura pas de trêve sociale, qu'on n'acceptera pas une politique des revenus, mais aussitôt, on rassure.

Georges Séguy affirme que la CGT ne veut pas d'une crise économique dont les travailleurs font toujours les frais, et que les travailleurs français savent qu'il leur faut accomplir leur devoir national!

Monsieur Marchais va un peu plus loin encore : s'il est contre l'Europe, ce n'est pas parce qu'il oppose les Etats Unis Socialistes d'Europe à l'Europe des trusts, mais pour « sauvegarder notre souveraineté nationale » !!!

Quant à Edmond Maire, il a trouvé la solution pour renforcer le capitalisme français et européen face à l'impérialisme américain : il suffit d'augmenter la consommation nationale pour relancer l'industrie et d'exiger une planification démocratique européenne. Il oublie seulement qu'en régime capitaliste, le patron qui concède de hauts salaires voit ses profits diminuer et que si ses profits diminuent, il fait faillite. Pour abolir la jungle de la concurrence capitaliste, il n'y a qu'une seule solution : la planification socialiste.

On est loin des affirmations du 35ème Congrès de la CFDT!

Par le nationalisme de leurs déclarations, les responsables syndicaux, qu'ils le veuillent ou non, préparent le terrain à la propagande de la bourgeoisie : « Pour la défense du franc, travailleurs, soyez raisonnables ».

Les accords commun CGT - CFDT ne

sont guère plus stimulants.

 On y parle d'augmentation des salaires, mais il n'y a aucun chiffre, bien au contraire : « ces augmentations peuvent être différenciées » : 2% chez les cheminots, 4% ailleurs... Puisqu'il n'y a pas d'objectif commun, il n'y aura donc pas de lutte d'ensemble, mais au contraire des luttes secteur par secteur. Vu l'intransigeance croissante du gouvernement et du patronat, il n'est pas évident que ce soit la meilleure tactique !

On y parle de retour aux 40 heures, mais progressivement. On ne dit même pas en combien de temps. Toutes les revendications restent floues.

On dénonce l'indice des prix manipulé par le gouvernement, mais il n'est pas question de dénoncer les contrats passés sur la base de cet indice

Mais surtout, le silence le plus complet règne sur les formes d'action. Pire, Maire et Séguy se réjouissent des actions menées en commun l'année dernière. On peut se demander si les cheminots, les travailleurs de Renault, les fonctionnaires... sont aussi satisfaits. Fonctionnaires: absolument rien n'a été obtenu par l'action syndicale. Cheminots: rien, à moins de se réjouir du « bon contrat ». Renault: quelques avantages mineurs pour les études de postes, rien sur les salaires !

Signer un accord pour énumérer une vingtaine de revendications (retraite, immigrés, droits syndicaux, pas de salaire inférieur à 1.000 F., augmentations de salaires, cadences, emplois, hygiène et sécurité, temps de travail...) sans dire un mot de la façon de faire aboutir ces revendications nationales communes à tous les travailleurs, ce n'est pas favoriser l'action, c'est simplement faire une opération politique!

Maire, qui décidément n'est pas à une contradiction près, ne cesse pourtant de répéter que dans le syndicalisme « l'essentiel pour la CFDT, c'est de lier l'objectif et la méthode d'action » !

L'attitude des directions syndicales dans les conflits d'Evian et de la S.N.C.F. est là pour confirmer nos critiques.

 La fédération des cheminots a aussitôt « relevé le caractère insolite de l'importance donnée à ce conflit local qui tend à confirmer le caractère provocateur des menaces de sanctions de la S.N.C.F.» Encore un « complot manqué » !

- A Evian, comme à Renault, en riposte au lock out, on ne prépare pas l'occupation, on demande aux travailleurs de venir à l'usine réclamer le travail que le

patron refuse de donner!

#### LES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES?

A en croire la grande presse bourgeoise, l'espèce devient rare. Edmond Maire, toujours lui, affirme, avec Rocard, que les gauchistes inorganisés s'assagissent, mais il reconnait que les « groupes organisés, trotskystes en particulier, semblent avoir leur avenir assuré pour un certain temps »...

Nous pensons au contraire que les lecons de Mai 68 ont progressivement mûri dans la classe ouvrière. Que même si l'idée de l'unité de la gauche reste pour la majorité des travailleurs la seule perspective « réaliste », beaucoup sont ceux qui ne sont pas prêts à avaler toutes les couleuvres, pas prêts à accepter tous les contrats « bons ou mauvais », pas prêts à sacrifier encore leur lutte aux aléas du programme commun P.C. — P.S., en un mot, pas prêts à se contenter de belles paroles.

Des luttes de masse, cette année encore, secoueront le régime. Si, les années précédentes, les luttes ont surtout concerné le secteur public et nationalisé d'une part et les petites entreprises rétrogrades d'autre part, l'accentuation de la concurrence internationale risque de mettre un terme à l'euphorie des grandes entreprises françaises. Le patronat en bloc cherchera à faire payer la note par la classe ouvrière. Rien ne permet de penser qu'elle se laissera faire sans riposter violemment.

Militants révolutionnaires, nous devons lors de ces luttes :

proposer l'organisation démocratique des grèves par l'élection de comités de grève responsables devant l'assemblée des grévistes.

organiser en unité d'action la solidarité matérielle avec les grévistes.

 mettre à nu le régime capitaliste en popularisant les mots d'ordre :

augmentation égale pour tous des salaires.

échelle mobile sur l'indice des organisations ouvrières.

publicité des salaires.

ouverture des livres de comptes

contrôle ouvrier sur l'emploi et les cadences.

- en permanence, nous devons démasquer la démagogie verbale des dirigeants syndicaux et politiques.

aux dirigeants syndicaux, nous disons: c'est fort bien de discuter du socialisme que l'on veut. Mais les travailleurs eux attendent que l'on discute sérieusement de la fusion syndicale en un seul syndicat. Or, la condition n'en est pas un accord sur une définition abstraite du socialisme, mais avant tout sur le respect de la émocratie syndicale, c'est à dire le respect du droit de tendance.

au PCF, nous disons : vous n'avez pas le droit, vous, parti majoritaire de la classe ouvrière, de sacrifier les luttes aux discussions avec le politicien bourgeois Mitterand.

Prononcez vous, les uns et les autres,

 les nationalisations sans indemnité ni rachat sous contrôle ouvrier.

l'ouverture des livres de comptes et la levée de tout secret commercial et bancaire.

la dissolution des brigades spéciales et des polices parallèles et des syndicats fascistes comme la CFT.

La seule issue réaliste est celle que proposent les militants révolutionnaires.

Elle s'imposera au travers des prochaines luttes de la classe ouvrière qui bousculeront les grandes manœuvres des appareils politiques et syndicaux.

A. RADOT.

3

# c.f.t. terreur à simca poissy

Le syndicat maison Simca, aujourd'hui affilié à la CFT, représente le modèle des méthodes de terreur utilisées par les « syndicats indépendants » pour tenter de s'implanter dans certaines entreprises et mettre au pas les travailleurs au profit du patronat.

Il n'est pas indifférent de savoir que pendant longtemps le patron de Simca était un certain PIGOZZI : il avait appris à « mâter » les syndicats ouvriers chez Fiat à Turin, sous le régime fasciste de Mussolini.

Pour implanter un syndicat maison, il fallut d'abord « casser » la CGT, largement majoritaire dans une entreprise qui fut une des plus combatives de la métallurgie après la Libération. Pour cela il existe de nombreux moyens.

#### I - Les mercenaires du Capital

D'abord, les licenciements massifs : en 1956 seulement, plus de 1600 ouvriers perdirent leur travail, parmi lesquels les cadres et les militants CGT les plus en vue. Ceci étant fait, il s'agit de donner quelque consistance au syndicat maison jusqu'alors inexistant : la section CGT dépose un cahier de revendications. La direction refuse de le prendre en considération. Si la lutte se développe, elle licencie tous ceux qui se « découvrent » comme « meneurs ». Puis le syndicat indépendant reprend les mêmes revendications en les édulcorant. Cette fois-ci la direction cède : la preuve est faite devant les travailleurs que le syndicat maison est plus efficace et que la négociation rapporte plus que la grève.

Troisième étape: le terrain étant ainsi largement déblayé, il devient aisé d'implanter un réseau de mouchards et de faire régner un climat de méfiance, le tout agrémenté d'un règlement intérieur draconien. Parallèlement, on procède à la mise en place d'une police privée, structurée dans chaque atelier, chaque service. Ce sont les « militants » du syndicat indépendant. Ceux-ci sont généreusement écartés des postes pénibles aux cadences infernales. La direction leur accorde des « heures de délégation » supplémentaires pour qu'ils puissent mieux accomplir leur tâche de garde-chiourmes.

Mais tout cela ne suffit généralement pas pour écraser toute résistance. Alors apparaissent de curieux commandos qui agressent systématiquement les militants ouvriers. Chez Simca, ceux-ci sont apparus en 1956, sous le nom de « Travail et Liberté ». Comme nous l'avons relaté dans le dernier numéro de Rouge (n° 122), ils sont composés pour la plupart d'anciens du service d'ordre R.P.F., d'anciens d'Indochine et de Corée qui ont du mal à se recaser dans la vie civile.

#### II – Les négriers

Le syndicat maison pour survivre doit spéculer sur le faible niveau de conscience de certains travailleurs, ceux notamment qui ont le moins de possibilités pour se défendre. Les travailleurs émigrés sont une proie facile. Chez Simca, ceux-ci - Algériens, Marocains, Espagnols, Portugais - représentent plus de la moitié du collège ouvrier. Le « syndicat indépendant » envoie dans leurs pays d'origine des agents recruteurs, véritables négriers, grassement payés, qui ratissent la campagne pour embaucher des chômeurs misérables et des paysans sans terre à qui ils promettent monts et merveilles. Ceux-ci signent un contrat et dès leur arrivée à Poissy, sont pris en charge par le syndicat auquel ils adhèrent sans avoir la moindre possibilité d'éviter les pressions. Les « délégués » indépendants, les interprètes maison, les conseillers « sociaux » s'occupent de les mettre dans le

D'eux dépendent le logement en foyer où se côtoient les mouchards de l'entreprise et les flics espagnols ou

Simca est la seule entreprise de France où l'on trouve en permanence une permanence de l'ambassade d'Espagne à l'intérieur de l'usine

#### III - Comment résister

En face d'une telle organisation, seule la CGT maintient sa présence au prix d'une clandestinité presque absolue qui limite ses capacités d'intervention.

Seuls les délégués élus et les délégués protégés par la loi sont connus. Chez Simca, ils sont cinq. La direction les isole des autres travailleurs en leur confiant des postes de travail particuliers. Ils n'ont pas le droit d'en bouger en dehors des heures légales de délégation. Et encore, à ces moments là, ils sont suivis par les gardiens qui cherchent à noter le nom de ceux qui leur adressent la

Tous les autres militants de la CGT sont clandestins et ne se connaissent pas entre eux. Ils ne connaissent que ceux qu'ils ont personnellement fait adhérer. Lorsque l'un d'entre eux est découvert, les commandos se chargent de le ramener à la raison.

Les provocations sont le moyen le plus fréquemment utilisé. Les menaces de mort ne sont pas rares. Un exemple : un mouchard est placé à la chaine à côté d'un militant CGT. Il essaye de provoquer une bagarre. Même si le militant évite le piège, les gardiens arrivent et

amènent les deux protagonistes devant le chef du personnel. Toute bagarre dans l'entreprise entraîne le licenciement des coupables, d'après le règlement intérieur. Résultat : les deux

hommes sont licenciés, quelques jours plus tard le mouchard est réembauché et continue dans un atelier son activité de provocateur.

#### IV — Les élections

Lorsqu'approchent les élections professionnelles, les pressions sur les travailleurs deviennent quotidiennes. Le jour du scrutin, hommes du « syndicat » indépendant distribuent aux travailleurs, notamment aux émigrés, des enveloppes contenant déjà le bulletin CFT.

L'accès et le passage dans les isoloirs est obstrué par les hommes de main du « syndicat ». Le 15 juillet 70, le Tribunal d'instance de Poissy a annulé les élections chez Simca « attendu qu'il résulte des dépositions de plusieurs témoins que dans les jours précédant le scrutin, le syndicat CFT a pu procéder dans l'ensemble de l'usine, pendant les heures de travail ... à des affichages massifs, de centaines de grandes affiches 50 / 70 cm, dans plusieurs bâtiments, à plusieurs mètres du sol, sur le plafond, etc. ».

On pourrait ainsi accumuler des milliers de faits qui prouvent à l'évidence non seulement les liens très étroits du « syndicat indépendant » avec le patronat, mais aussi le caractère fasciste d'une telle organisation, en ce sens que son objectif permanent est de briser toute organisation ouvrière sur l'entreprise par des méthodes terroristes et des agressions physiques. Pour le seul mois de février 1956 - année décisive pour l'implantation des « indépendants » sur l'entreprise, on peut relever les faits suivants (cités dans un mémoire adressé par l'Union des Syndicats des Travailleurs CGT de la Métallurgie de Seine et Oise au Conseil Général, en 1963)

le 6. 2. 1956 - Tanezi, délégué du personnel, est agressé par deux hommes, qui s'enfuient dans un véhicule reconnu comme étant celui d'un dirigeant du groupe « Paix et Liberté Simca ».

Colombo, secrétaire du syndicat Métaux de Poissy, et Delaittre, du journal « Vie ouvrière », sont attaqués par un commando « Paix et Liberté » d'une quinzaine de membres. Ils sont blessés.

le 8. 2. 1956 - Plusieurs délégués du personnel et le secrétaire de l'UD-CGT sont attaqués et blessés par une cinquantaine d'hommes armés de matraques et de « coups de poing américains ».

Ainsi, quand on voit comment une organisation aussi puissante que la CGT a été en grande partie évincée d'une entreprise où elle était largement majoritaire, on comprend que la peste fasciste doive être écrasée dans l'œuf.

Il importe aujourd'hui de briser l'offensive de la CFT, avant que la CFT ne brise, elle, les syndicats ouvriers.

#### La CFT et les œuvres sociales.

Depuis que la CFT est majoritaire au sein du Comité d'entreprise des usines Citroën de Rennes, celui-ci a pris les mesures suivantes

1) Il a remis la gestion des restaurants d'entreprises à une société privée.

2 ) Il a licencié 46 employés du C.E.

3) Il a augmenté le prix des repas de 14,50 %.

4) Il fait gérer les colonies de vacances par des particuliers, et laisse fermées celles qui ne sont pas rentables pour passer des accords avec des centres privés.

#### POUR L'ABOLITION DE LA LUTTE DES CLASSES..

« Les syndicats indépendants préconisent la négociation sous toutes ses formes, alors que les centrales syndicales politisées préfèrent la grève qui veut dire : des entreprises arrêtées, des clients non fournis, une gêne pour le public ...

La CFT veut un syndicalisme nouveau rejetant la lutte stérile des classes et prônant l'association.

Son syndicalisme est de participation, par opposition à celui, dépassé, de contestation systématique. Il est démocratique et rejette toute dictature d'où qu'elle

Comment pourrons-nous arriver un jour à construire et non à détruire, tant que patrons et syndicats, dans leur optique actuelle, se considéreront comme adversaires? Il faut travailler d'arrache-pied et sans relâche à la tâche nationale et internationale la plus urgente qui soit présentement : l'abolition progressive de la lutte des classes ».

Extrait de « Syndicat Indépendant » (CFT), bulletin d'information de la société des automobiles Simca (SIC),



## cars de police et pots de peinture

Le 25 août, dans l'après-midi, deux promeneuses, sur les bords de la Seine, étaient à la recherche d'un agent susceptible de les renseigner.

Arrivées au Pont des Invalides, elles virent enfin deux cars de police en stationnement. Bonne occasion pour solliciter le renseignement désiré.

Arrivées près du premier car, les bras leur en tombent : il est rempli de pots de peinture, de pinceaux et autres outils. Tout près, deux hommes sur le parapet d'angle du pont sont en train de tracer les initiales : « C.F.T. ».

M. Simakis est pauvre en effectifs, on le savait. Compréhensif pour ce syndicat « apolitique », M. Marcellin donne un coup de main.

(Extrait de l'Humanité)

Par ailleurs, le sieur Simakis s'est vanté, au cours d'une émission de télévision, de toutes ces magnifiques inscriptions sur les murs de Paris. Pourquoi ne l'a-t-on pas inculpé pour « dégradation d'édifices publics », alors que, pour ce motif, un militant maoiste qui avait peinturluré le pont de Choisy avait été condamné l'année dernière à six mois de prison ferme ?

## à chelles, la campagne raciste continue

Les gros bonnets UDR et les journalistes qui les servent connaissent décidément bien leur métier. Nous avions montré (cf. Rouge No 122, p. 5) avec quelle habileté ils avaient monté en épingle un fait divers pour alimenter une campagne raciste tant sur place que dans la presse nationale.

Aujourd'hui, après le décès d'un vieil homme frappé par de jeunes algériens, le quartier des Coudreaux est devenu le théâtre d'une véritable explosion de haine raciale.

Un racisme latent a toujours existé dans cet endroit où la minorité arabe est particulièrement importante. Cette affaire – soigneusement exploitée par la municipalité – a fait éclater le problème

dans toute son ampleur.

Le climat est tel que les Nord-Africains évitent de sortir : ils attendent que l'orage passe. Ils supportent, la rage au ventre, les brimades et la répression qui s'abattent sur eux : arrestations, vérifications d'identités, descentes de police dans les cafés ...

Il est clair que la démagogie anti-arabe prend dans une assez large couche de la population. Les tenants du petit commerce local — réceptifs aux idées fascisantes — s'entendent pour jeter de l'huile sur le feu.

Toutes les querelles de voisins, tous les problèmes locaux, les « ratons » en sont responsables : la surcharge des classes primaires, l'état des routes, les impôts, le prix du pain, etc.

Les propos racistes se multiplient : les « bougnouls » viennent prendre le travail aux Français, ils vivent des allocations familiales et bousillent les logements que la France leur donne ... Tous des fainéants ; d'ailleurs ils ne sont pas comme nous ...

#### Les provocations de la municipalité.

Monsieur Rabourdin — le maire UDR — trouve son parti trop modéré. Il l'a dit à l'Assemblée. Dans sa municipalité, il essaie de montrer concrètement comment on peut déborder l'UDR sur sa droite.

Pour maintenir le climat qui s'est instauré, les hommes de main de Rabourdin ne ménagent pas leurs efforts:

Des nervis, rebaptisés pour l'occasion « l'équipe volante », placardent sur Chelles un appel aux « vrais Français »,

« afin de mettre un terme aux agissements de ces trublions extrémistes n'ayant pour embléme que l'Internationale et le rouge de leur sauvagerie bestiale ».

Ainsi on enrôle ouvertement des cogneurs pour les déguiser en bons citoyens vertueux et indignés.

Ce n'est pas tout. Comme par hasard, les anciens d'Afrique du Nord ont appelé à une réunion le 4 septembre dans un café de Chelles. Ce n'est sans doute pas pour se raconter leurs souvenirs ...

Mais il y a mieux encore.

Un deuxième torchon a été distribué massivement; il s'agit d'un tirage par photocopie (ces messieurs ont les



moyens!). Il reproduit un article de journal attribué à l'Amicale des Algériens en Europe (reconversion, après l'indépendance de l'Algérie, du FLN en Europe).

Voici ce qu'on peut y lire :

« Frères émigrés, n'ayez jamais confiance dans l'ouvrier français, d'un naturel raciste; cet individu ne veut pas de notre société, surtout dans certaines usines employant d'anciens paras; de plus, l'ouvrier des usines lit « Minute » à plus de 30 % ...

On nous reproche certains viols, mais cela ne compensera pas la guerre d'Algérie et ne justifiera jamais le racisme imbécile de la classe ouvrière ...

Frères algériens, nous qui avons conquis la France jusqu'à Dunkerque, regroupons-nous et construisons notre révolution arabe en nous conduisant en Algériens Musulmans ... »

C'est un peu gros, mais les fascistes chellois ne s'embarrassent pas sur le choix des moyens. D'ailleurs, il s'agit vraisemblablement d'un faux.

Une activité insolite règne ici et là : des individus font du porte à porte pour faire signer une pétition demandant « le châtiment des crimes impunis » (deux jeunes gens de 15-16 ans auraient été relâchés) et l'expulsion des 5 familles de criminels algériens ».

Le dialogue s'engage entre l'habitant et le pétitionnaire :

« Bonjour monsieur, je viens faire signer

la pétition, vous savez, pour le crime impuni...»

- Quel crime ? »

Tel un représentant de commerce, il déballe un dossier complet qu'on lui a préparé avec des coupures de presse, et ce fameux tract algérien photocopié, la pièce à conviction (!). Le dialogue continue; l'habitant n'est pas encore tout à fait convaincu:

« Mais où voulez-vous en venir exactement? Qui êtes-vous pour faire tout ça?

 Oh, vous savez, c'est quelque chose de sérieux: on a la presse et la radio avec nous. D'ailleurs la mairie et le commissariat de Chelles nous aident beaucoup. Il n'y a que le commissariat de Gagny qui ne veut pas nous aider »

Et il ajoute, en baissant soudain la voix : « Mais vous savez, là-bas ce sont tous des communistes...»

Et voilà le travail : de pauvres bougres à la langue un peu longue, visiblement manipulés par des « spécialistes ». On sent que l'affaire est dirigée de haut, de très haut.

Le but de tout cela : masquer les vrais problèmes.

Cette affaire arrive à point : il devenait urgent que Rabourdin trouve un bouc émissaire pour faire oublier les scandales de sa gestion municipale : - Aux Coudreaux, les transports en commun sont trustés par une compagnie qui fait payer au prix fort le droit de voyager debout, entassés comme dans un wagon à bestiaux. La RATP n'a pas prolongé sa ligne de Bus jusqu'aux Coudreaux : il n'est pas impossible qu'il y ait des actionnaires de la Compagnie haut placés à la Mairie...

- On devait construire un CES: Avant les municipales, Rabourdin, pour faire mousser sa « politique sociale », pousse à l'accélération maximum des travaux : les ouvriers du bâtiment (« des feignants ces bougnouls...») travaillent en deux équipes seulement. Dans des conditions de sécurité inqualifiables, ils font jusqu'à 10-11 heures de boulot, jour et nuit.

Les élections passent... Aujourd'hui la société de construction (la GEEP Industrie) a fait faillite. Les travaux sont stoppés. Encore un scandale financier à mettre à l'actif de ce régime pourri jusqu'à la moëlle. Comme les anciens locaux (des baraquements) ont été démontés, pour des centaines de gosses, la rentrée risque de se faire dans la rue...

- Rabourdin, qui téléguide cette campagne raciste, connaît depuis longtemps l'existence de micro-bidonvilles sans eau, sans lumière où s'entassent les familles nord-africaines; de ces « foyers de célibataires », où l'on vit à 10 par pièce avec un chauffage de fortune. Cela ne l'a jamais empêché de dormir.

Tout ce qu'il cherche aujourd'hui, en dressant les travailleurs français contre les immigrés, c'est à les empêcher de s'unir contre ceux qui les exploitent.

#### sans unité, pas de riposte efficace

Les militants de la Ligue Communiste ont été les premiers à réagir en distribuant un tract et en faisant un collage massif d'affiches anti-racistes. Mais ils savent bien que lorsqu'une telle campagne est prise en main par l'extrême-droite sous l'oeil bienveillant de la municipalité et de la police, seule une vigoureuse riposte unitaire peut être payante.

C'est pourquoi ils ont pris l'initiative d'une première réunion unitaire avec diverses organisations, dont l'ASTI (Association de soutien aux travailleurs immigrés). Le PCF et la CGT, convoqués, étaient absents.

Un tract de l'ASTI est sorti et distribué peu après.

Le dimanche, nos camarades sont sur le marché avec un panneau expliquant l'affaire et les buts de la municipalité. Un car de police passe... et repasse. Ils restent sur place. Les flics descendent. Nos camarades leur distribuent des tracts. L'intimidation n'a pas marché. Ils remontent dans le car et s'en vont. Le PCF est là, lui aussi, avec un panneau : on peut y voir des photos d'artistes de Music Hall (John Baez, Moustaki...). Aux Coudreaux, le PCF, se réclame plus de Cocatrix que de Lénine.

Une deuxième réunion unitaire est organisée: le PCF, convoqué, explique qu'il a une réunion de bureau de section et qu'il ne peut pas venir. La CGT et la JC sont toujours absentes. A cette réunion participent le PSU, la CFDT, le Parti Socialiste, la Ligue Communiste, et l'ASTI. Les participants conviennent que le PCF a fait son choix, et qu'on ne peut attendre plus longtemps pour engager l'action de riposte. On décide la sortie d'un nouveau tract, et l'on prévoit l'organisation de mini-meetings à la gare et au marché.

A Chelles, le conbat continue.

CORRESPONDANT

#### renault la grève de mai 71

1 franc

en vente à la librairie rouge

# lénine contre staline

3 francs classique rouge numéro 9 en vente à la librairie rouge

#### la crise du dollar

document rouge numéro 10

2 francs

en vente à la librairie rouge.

## évian

A quelques kilomètres de la célèbre ville d'eau, 1.100 travailleurs de l'usine d'Amphion de la Société des eaux d'Evian occupent l'usine depuis le 31 août. C'est la réaction du personnel, dont 85 % est syndiqué, en majorité à la CFDT, à la décision de lock-out prise par la direction. Celle-ci a jugé plus prudent de prendre la poudre d'escampette, abandonnant l'usine, services et

bureaux, aux grévistes.

Le PDG de la Société des eaux d'Evian, c'est Antoine Riboud, patron du groupe BSN, grand requin capitaliste qui s'est rendu célèbre par l'OPA qu'il lança il y a deux ans sur le trust Saint-Gobain. Un PDG aux dents longues, cet Antoine Riboud. Mais aussi un patron aux idées avancées: « Je n'ai pas peur de parler des mots socialisme et auto-gestion... les hommes qui travaillent doivent trouver l'épanouissement qu'ils désirent », déclarait-il. A ses cadres, il est vrai. Riboud se garderait bien de lancer de telles idées - il pourrait bien être pris au mot - et de manifester une telle impudence face à ses ouvriers. Il n'a pourtant pas hésité à tenter de convaincre ceux d'Evian des vertus d'une réforme « scientifique » de l'organisation du travail.

#### 20 KG MANIPULES EN 2,5 SECONDES... 8 HEURES

A l'usine d'Amphion, 72 OS ont pour tâche d'empiler des caisses de 20 kg. Ils manipulent ainsi plus de 40 tonnes par homme par jour, à raison de 6 hommes par poste de travail. Il y a quelques mois, des chronométreurs sont venus, qui ont calculé qu'une équipe d'empileurs pouvait être réduite à 2,5 hommes! soit 20 kg manipulés en 2,5 secondes...

Grande Dame, la direction arrondit à 3. Puis elle conclut que le chiffre 5 pouvait être retenu. Quand on ne peut pas tout avoir d'un coup, on procède par étapes. Objectif de ces méthodes de rentabilisation : réduire

de 25 % le prix de revient des bouteilles d'eau.

La direction veut porter de 40 à 54 tonnes par jour le volume de caisses quotidiennement manipulées, répliquent les syndicats. A partir du 3 août, les arrêts de travail se multiplient dans l'usine. Les travailleurs exigent 7 personnes par poste, et la garantie de l'emploi. Une conférence sur le nouveau système d'organisation, avec diapositives à l'appui, ne convainc pas les travailleurs, qui ne connaissent que trop le but et les conséquences de l'organisation capitaliste du travail : augmentation des cadences égale augmentation des profits, égale épuisement physique des ouvriers.

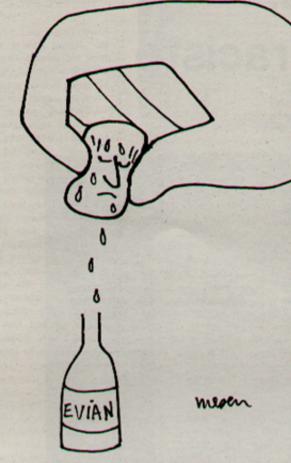
Le conflit n'a fait depuis que se durcir. Les grévistes ont défilé en ville, ont trouvé auprès des autres travailleurs et de la population un soutien actif qui

Les méthodes raffinées et scientifiques d'exploitation du sieur Riboud ont été largement révélées. Il devra

#### POUR LE CONTROLE OUVRIER SUR LES CADENCES ET L'EMPLOI

Les OS du Mans luttaient contre les cotations de poste, système par lequel l'ouvrier est rétribué en fonction de la machine et non de sa qualification. C'est contre les cadences en vigueur, leur augmentation et les licenciements consécutifs, que les travailleurs de la Société des eaux d'Evian sont entrés en lutte.

## l'organisation capitaliste du travail en question



Au Mans, à Evian, comme dans bien d'autres entreprises, c'est l'organisation capitaliste du travail qui est remise en cause, qui n'est plus tolérée par les

Le Monde du 5-6 septembre fait état de l'inquiétude des milieux patronaux devant cette situation - le « mal des OS » comme l'a improprement baptisé la presse est une préoccupation de ces messieurs. Le caractère monotone du travail est reconnu... on y trouvera remède, par le changement de poste en cours de journée! C'est ce que les patrons américains, qui l'ont déjà expérimenté, appellent le « job-rotation ».

« Ce n'est pas pour le fric que nous luttons ». explique un travailleur, « nous voulons tout simplement ne pas être considérés comme des machines ».

Au harcèlement des débrayages, la direction répond par le lock-out (pudiquement dénommé chômage technique). C'est qu'il faut savoir qui est le maître dans l'entreprise. Après les risettes, les diapositives, l'impudente opération charme, c'est l'épreuve de force. Riboud et la direction trouvent à qui parler : les travailleurs répliquent par l'occupation.

En mobilisant ses psychologues, ses sociologues, ses ingénieurs en organisation du travail, la bourgeoisie élabore des solutions qu'elle présente comme des solutions « techniques » à des problèmes « humains ». Elle vise à cacher par là la finalité même de son système d'organisation du travail : l'augmentation du profit, l'exploitation accrue des travailleurs.

C'est dans l'entreprise que peut et doit être révélée la finalité capitaliste de la production, et les techniques d'exploitation. Par les débrayages du mois d'août, les travailleurs d'Evian ont remis en cause dans la pratique le pouvoir de décision du patron en matière de cadences, à tel point que la direction a dû réaffirmer son droit exclusif de disposer du travail et des machines en décrétant le lock-out ! Car tel est l'enjeu de cette lutte, même s'il n'est pas explicitement exprimé.

Contrôle ouvrier sur les cadences, contrôle ouvrier sur appliqués par un comité d'usine démocratiquement élu par tous les travailleurs, syndiqués et non syndiqués, ces mots d'ordre s'inscrivent dans la logique de la lutte des ouvriers de la Société des eaux d'Evian. Seuls ils permettent de s'opposer efficacement à l'exploitation capitaliste en posant, face au pouvoir patronal dans l'entreprise, l'ébauche et l'affirmation dans les faits d'un autre pouvoir, celui des travailleurs, radicalement opposé à la finalité capitaliste de la production et visant à réorganiser celle-ci sur d'autres bases.

Michel Thomas.

#### LA GREVE DE RENAULT 71 RACONTEE AUX OUVRIERS PAR LA FRACTION PCF DE LA CGT

La CGT a lancé, à grand renfort de publicité dans l'Humanité, une brochure sur la grève de mai 71 à Renault. C'est un véritable chef d'oeuvre !

Son titre est remarquable: « Un complot manqué » (sic). Pour expliquer les grèves, surtout celles qu'elle brise, la direction stalinienne de la CGT a recours à la vieille thèse typiquement réactionnaire du complot. Déjà en mai 68, elle avait expliqué que derrière le mouvement se cachait un complot fomenté par De Gaulle et la C.I.A. !

Ses citations sont falsifiées avec amour. Ainsi la brochure s'en prend violemment à l'intervention de la Ligue Communiste, dont elle cite des tracts scandaleux anti-ouvriers et anti-jeunes : « Le vote à bulletin donne au non-gréviste et aux jeunes (sic) la

possibilité de casser la lutte... » En vérité le tract disait « aux non-grévistes et aux jaunes »! Mais sous cette forme-là, il était difficile à attaquer. Une fois « remaniée » la citation devient

beaucoup plus nettel La Ligue Communiste fait paraître une brochure où elle dit simplement la vérité sur la grève de Renault 71 sans avoir recours à ces méthodes nauséabondes. Ce n'est vraiment pas nécessaire : les faits eux-mêmes sont accablants pour les dirigeants staliniens qui ont bradé la

Mais, comme la brochure CGT est un véritable modèle de littérature stalinienne, la direction de la Ligue

combativité ouvrière.

Communiste a pris la décision d'en commander 1000 au 213 rue La Fayette, afin de faciliter la formation de ses militants. Elle a demandé au comité de rédaction de Rouge de faire une publicité conjointe pour les deux brochures.

#### nantes la rentrée des cheminots

L'origine de la grève de Nantes était bien une provocation de la direction ; dans les « demandes d'explications » envoyées aux militants syndicaux, se profilait bel et bien la répression contre les militants combatifs de juin! La soudaineté de la riposte, son extension, après Nantes et Angers, à des centres comme Chateaubriand, Saint-Nazaire, Saumur, a montré à la direction S.N.C.F. (et au gouvernement) que si la grève de juin a pu être bradée par les directions syndicales qui ont pu ainsi maintenir la politique du contrat contre laquelle se battaient les cheminots, ceux-ci ne sont pas résignés, bien au contraire.

Le sens de cette tentative de la Direction S.N.C.F.? Tester la combativité des cheminots, mais surtout juger sur pièces la position des syndicats à la rentrée : à la Fédération C.F.D.T., on n'a « fait aucun commentaire », laissant à la base le soin de décider, c'est à dire en fait ne popularisant même pas la tentative de répression et l'organisation de l'extension de la lutte. A la Fédération des cheminots CGT, on a dénoncé une sorte de provocation : ce conflit était local, et « le caractère insolite de l'importance donnée à ce conflit tend à confirmer le caractère provocateur des menaces de la Direction ». Plusieurs journaux ont fait état du jugement de certains bureaucrates syndicaux locaux comme ayant fait preuve « d'un excès de zèle ».

Ainsi, malgré la combativité intacte des cheminots, marquée par cette lutte de Nantes et de la région, voit-on se dessiner à travers l'attitude des bureaucraties syndicales, la discussion sur les salaires qui va s'ouvrir le 13 septembre: application du contrat 71 par le déclenchement de la hausse de 2%, après le « ripage » de

On reste donc dans l'esprit et la lettre de la signature des syndicats si massivement désavoués en juin par les cheminots en lutte! On reste dans la ligne des véritables négociations que souhaite Georges Séguy...

De fait, la grève a abouti à un compromis pourri, ratifié par la Direction, la CGT et la CFDT: une commission spéciale est créée, chargée d'entendre les témoignages à charge et à décharge sur les deux cheminots menacés! Puis les conclusions seront transmises aux instances supérieures qui trancheront. Cela vient après la période d'été, où les conditions de travail se détériorent encore plus, et où la Direction S.N.C.F. récupère les journées de grève sur les salaires !

Les militants révolutionnaires de la CGT et de la CFDT avancent dès aujourd'hui l'organisation immédiate de la riposte à toute tentative de répression anti-grève.

A BAS LES SANCTIONS A LA S.N.C.F.! **AUGMENTATIONS DE 200 F. POUR TOUS!** LIQUIDONS LE CONTRAT!

Y. Jamard

#### éducation nationale

# une partie de poker sans mise

La rentrée dans l'Education Nationale est depuis Mai 68, un test politique d'importance pour le gouvernement : octobre 68, remettre en marche la machine brisée par Mai ; octobre 69, affirmer l'unanimité des forces politiques pour la réforme scolaire dans un contexte de luttes ouvrières dures ; octobre 70, montrer l'efficacité du Ministère face à la catastrophe imminente proclamée par tous les syndicats en quête de « Grenelle à froid ».

Aujourd'hui, la rentrée scolaire témoigne à la fois de la crise du pouvoir, de la combativité des travailleurs de l'Education Nationale et de la politisation du mouvement stimulé par les « progrès » de l'Union de la gauche.

#### LES OUBLIS DE GUICHARD

Dans sa Conférence de Presse, Guichard souligne les capacités d'accueil nouvelles, oubliant cependant les retards que les liquidations judiciaires des entreprises de construction scolaire (Geep-Industrie, Gaucher) vont apporter. Il dénonce le « sabotage » par la grève du « travail d'accueil, de contact avec les parents et de préparation du dialogue avec les élèv es qui doit être fait la rentrée ». C'est le meilleur moyen, ajoute-t-il, de « faire naître l'incompréhension et la méfiance entre les enseignants et le public ». Mais il « oublie » encore les déclarations des Républicains Indépendants sur la « nécessaire épuration de la Fonction Publique » ; les nominations passées au peigne fin du Ministère (lequel?). Les radiations intervenues pendant les vacances (Bertin, Polat). Il n'a guère besoin que le CNPF lui rappelle ses exigences, par un Livre Blanc. Le Ministère ne chôme pas (déconcentration de la carte scolaire aux mains des préfets, création des secteurs et districts scolaires, décrets d'application de la loi Debré sur l'aide à l'enseignement privé, de la loi sur l'enseignement technique, préparation de la réforme sur la formation des maîtres et le second cycle de l'enseignement secondaire...).

Mais les problème clefs demeurent pour les enseignants. L'augmentation anticipée dans la fonction publique ne saurait désarmer un très vif mécontentement de tout ce secteur, en dépit du dévoiement des luttes en mars et juin. De nombreux surveillants sont licenciés alors que 328 postes de surveillants sont créés, pour 139.000 élèves supllémentaires dans le premier degré, 43.700 dans le second cycle, 21.500 postes nouveaux, plus une petite rallonge d'été, pour les professeurs titulaires : les effectifs d'élèves montent, le recrutement des enseignants diminue (47.000 en 69, 34.000 en 70...) D'où la détérioration des conditions de travail, par l'accroissement des effectifs, le recours obligatoire aux heures supplémentaires (près de 10.000 postes ainsi économisés...)

#### **GUICHARD PERD SES ALLIES**

La quasi-totalité du Second Degré sera en grève le 15 septembre, en dépit des manœuvres de Guichard.

Celui-ci recherche le soutien contradictoire et combiné de deux forces : la minorité réactionnaire, fanatique du retour à l'ordre, et les courants réformistes modernistes. Cette rentrée est caractérisée par l'effondrement de cette tactique, ces forces refusant, pour des raisons différentes, de jouer ce jeu.

Le retour à la notation décimale, le report de la réforme du français, une meilleure représentation assurée aux C.A. d'Etablissements ne suffisent pas à l'étroite frange réactionnaire qui ne répond plus aux ordres du pouvoir. Les groupes autonomes, prolongement des CDR dans l'Education Nationale, et le SNALC (affilié à la CGC) tentent d'expliquer au pouvoir qu'ils ne peuvent être ses meilleurs auxiliaires pour l'Ordre Moral si les « privilèges » traditionnels de la profession ne leur sont plus garantis (cf les vacances). Les nécessités de l'adaptation du système de formation vont miner de l'Intérieur les forces garantes des valeurs qui firent la stabilité du régime.

L'appel aux parents d'élèves et aux pédagogues contre le « sabotage » de la pré-rentrée qui commence le 13 septembre et qui est présentée comme le socle d'une pédagogie nouvelle, ne convainc pas. Le Sgen-Cfdt poursuit sa vocation moderniste et « gauchiste » en faisant de la grève du 15 un « coup de semonce » pour « améliorer fondamentalement notre système d'éducation... », décision prise après la Conférence de Presse du ministre qui n'apporte aucune promesse d'amélioration pour rendre possible une rentrée convenable.

Le S.N.C., parasite corporatiste sorti de la F.E.N., veut faire croire en s'unissant à la grève qu'il est le plus apte à défendre les maîtres issus du primaire.

Enfin, dans la F.E.N., le climat unitaire se manifeste par le ralliement très probable des syndicats sympathisants staliniens (Second degré, Education Physique, Ecole Normale...) et des sociaux-démocrates (Administration, Intendance...), au grand soulagement du PCF. Restent bien sûr les professeurs de collège qui dépendent du bastion des instituteurs; mais leur participation entraînerait une grève de toute la F.E.N., à la grande inquiétude de ses dirigeants.

Ainsi la rentrée dans l'E.N. affirme-t-elle la crise du pouvoir, lâché par ses pseudopodes. L'Union de la gauche récupère sa base traditionnelle et trouve sa première traduction dans la rentrée sociale.

Mais une inconnue demeure dans le triangle social-démocrate – staliniens – révolutionnaires : l'attitude de ces derniers.

## QUE FERONT LES ENSEIGNANTS REVOLUTIONNAIRES?

Les directions syndicales tentent de leur interdire toute possiblité de « dévoyer » la stratégie parlementariste, par une prise en main bureaucratique de l'action dans sa préparation, son déroulement, son nécessaire prolongement et sa plate-forme, au risque d'une démobilisation dont elles-mêmes feraient les frais. Ainsi, au troisième trimestre, rien n'a été fait sur les vacances avant les vacances. Aujourd'hui rien n'est dit sur les salaires ni sur la répression, pour ne pas trop étendre ou trop politiser le mouvement. La bataille contre les réactionnaires aux élections aux Conseils d'Administration sera-t-elle le relai politique d'une grève avortée? Certes, l'Union de la Gauche offre un débouché illusoire à la combativité ouvrière. Mais bloquer la grève comme seraient tentés de le faire certains spontanéistes, au nom d'une dénonciation, impuissante, des grandes manœuvres parlementaristes, serait offrir un alibi aux bureaucrates. Ne pas ouvrir de perspectives de lutte serait une capitulation devant les staliniens.

Nos tâches sont claires

1) expliquer le contexte politique et économique, le dévoiement électoraliste des luttes, les possibilités de combat

 défendre le contrôle de l'action par ceux qui la mènent : AG d'établissement et élection de comités de grève.

3) élargir le front de lutte, dans et hors les établissements. Réunions inter-syndicales, enseignants et non-enseignants. Contacts avec parents et élèves.

Proposer une plate-forme unitaire :

\* Halte à la répression dans l'E.N : réintégration de tous les sanctionnés

\* Garantie d'emploi pour tous : (refus des licenciements, refus des heures supplémentaires)

\* Augmentation uniforme :

300F pour tous, soit 50 points d'indice

Une stratégie offensive : négociations pendant les luttes et sous la pression des grévistes. Pas d'arrêt de la lutte pendant les négociations, qui doivent se dérouler sous la pression des grévistes.

En 1970, nous affirmions de façon propagandiste « la rentrée ne doit pas avoir lieu ». Aujourd'hui la montée de la combativité des travailleurs dans les différents secteurs en France et en Europe, accélère la crise du régime; oblige les réformistes staliniens et sociaux-démocrates à donner plus de crédibilité à l'Union de la gauche pour offrir une illusoire issue parlementaire. Les enseignants parmi les premiers en lutte doivent affirmer dans les faits les possibilités de combat contre le régime pourri des Rives Henry, Frenkel et autres Tomasini...

Guichard ne passera pas l'examen de la rentrée.

Nicolas H.



## devinette

A propos d'un sondage de l'IFOP sur les lycées, un journal écrit : « Le sondage montre qu'une très large majorité d'adultes répond affirmativement à la nécessité d'être plus sévère à l'égard des élèves qui font des désordres. Il est naturel que l'opinion ait une telle attitude vis-à-vis de cette infime minorité... Les destructions de locaux, les molestages des professeurs sont intolérables ».

Non, il ne s'agit ni de Minute, ni du Parisien Libéré mais de... l'Humanité! Il est vrai que le texte exact dit : « infime minorité utilisée, voire manipulée directement par le pouvoir et que nous n'avons cessé de condamner » et qu'on trouve à la fin du paragraphe le rituel appel a « de meilleures conditions d'études et de vie à l'école » que l'« infime minorité », par ses « désordres », empêche justement d'obtenir. Cela mis à part, le ton, la dénonciation, l'appel à la répression (plus de sévérité à l'égard des élèves qui font des désordres) sont pratiquement les mêmes.

#### le c.n.o.u.s. réévalue

Une fois de plus la petite officine qui s'intitule « Oeuvres universitaires » imite à sa façon les plus grandes officines...

C'est avant la rentrée que chaque année, le Comité National des Oeuvres Universitaires augmente le prix des repas des étudiants. Oh! certes chaque fois l'augmentation n'est pas bien forte mais elle l'est suffisamment tout de même pour faire supporter aux étudiants les conséquences de la hausse générale des prix. La décision vient d'être prise deporter le prix du repas de 1F 75 à 1F 85 soit 6 % d'augmentation. Certes, encore une fois on veut faire passer les étudiants pour des privilégiés qui sont nourris pour « pas cher »... mais la question est que les bourses actuelles n'augmentent pas, ni en nombre, ni en valeur, dans les mêmes proportions que le prix du ticket-repas. Et le CNO réévalue aussi dans tous les domaines depuis quelques années (chambres universitaires dont le loyer a progressé régulièrement) si bien que de plus en plus on s'éloigne de toute perspective d'enseignement gratuit. On est vraiment loin des revendications des étudiants pour une allocation d'études. C'est au contraire le principe de la rentabilisation qui prédomine au sein des CROUS.

Les cellules étudiantes de la Ligue Communiste ne négligeront pas d'expliquer à tous les étudiants la nécessité de se battre contre le pouvoir également en s'opposant à des « petites mesures » comme les « 10 centimes ». Pas de répit, pas un pouce ne doit être cédé face aux offensives diversifiées du pouvoir qui vise à rentabiliser l'université. Pour nous, s'opposer à une mesure de ce type, ce n'est pas faire un « baroud d'honneur » et ce n'est pas « rester sur un terrain économique sans intérêt » : c'est au contraire l'occasion de montrer que le mouvement étudiant existe et fait front sans négliger un détail. Le pouvoir a beau profiter de ce que les étudiants ne sont pas encore dans les facultés pour décider cette mesure, il n'empêchera pas que des comités de lutte étudiants se constituent et s'y opposent. Ces comités de lutte prépareront la rentrée de novembre, et à ce moment-là nombre d'étudiants prendront massivement le relai.

- NON A LA HAUSSE DES TICKETS DE RESTAU. U.
- NON A LA RENTABILISATION DES « OEUVRES UNIVERSITAIRES »
- ALLOCATION D'ETUDES POUR TOUS SUR CRITERES UNIVERSITAIRES ET SOCIAUX

Et au moment où le CNOUS parle de réorganiser sa gestion défectueuse en comprimant le personnel et en fermant certains restau.U. (à Paris) nous n'oublierons pas de demander :

- OU PASSENT LES 10 CENTIMES ?

- AUGMENTATION EGALE DES SALAIRES DU PERSONNEL: 200 F POUR TOUS - PAS DE SALAIRE EN-DESSOUS DE 1200 F - GARANTIE DE L'EMPLOI AU TITRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ROGER NORMAN

# vers la coexistence a trois?





Pour les jeunes maoistes de tous poils, l'invitation de Nixon en Chine Populaire représente un coup du sort inexplicable. « Nixon serrant la pince à Mao, à Pékin, clic, stupéfiant... » écrit Tout N° 16.

Pendant des années ces braves gens ont expliqué sur tous les tons que « Mao-tsé-Toung est le Lénine de notre époque ». Ils ont cru dans la « Chine Rouge », patrie de la révolution mondiale, comme leurs papas croyaient au « paradis terrestre » et à son grand timonier Joseph

Depuis quelques mois, ils ne comprennent plus: comment la direction maoiste peut-elle appuyer le génocide auquel se livre Yahya Khan au Bengale oriental? Comment peut-elle soutenir la répression féroce de Bandaranaïke contre les jeunes ouvriers, paysans et intellectuels de Ceylan? Comment peut-elle cautionner la politique des gouvernements soudanais, camerounais, iraniens, et de tant d'autres cliques réactionnaires qui se repaissent du sang des masses

Comment peut-elle, en un mot, subordonner cyniquement les intérêts de la révolution mondiale, à ses intérêts d'Etat? N'est-ce pas exactement ce que Mao-tsé-Toung reprochait amèrement aux « révisionnistes soviétiques » ? Et comment la « Grande Révolution Culturelle Prolétarienne » a pu aboutir à un tel résultat ? Comment expliquer que ceux-là mêmes qui ont éliminé la « bande noire révisionniste » de Liu-shao-shi, pratiquent aujourd'hui une politique extérieure encore plus réactionnaire que la sienne ?

La diplomatie du Ping-pong, inaugurée cet été, constitue pour les maoistes un épais mystère. Bien entendu, on peut s'attendre de la part de bon nombre d'entre eux aux réactions habituelles d'inconditionnalité dans la mauvaise foi. Mais nombreux sont ceux qui cherchent à comprendre. Le tournant droitier de la direction maoiste ne nous surprend pas. Il correspond à nos analyses de la nature de l'Etat chinois et de sa direction, avant comme après la « Révolution culturelle ». Nous reviendrons ultérieurement sur ces analyses de fond , nous limitant ici à rendre compte du tournant 'ui-même,

#### L'IMPERIALISME DANS L'IMPASSE

La guerre du Vietnam a été la confrontation internationale la plus importante entre les forces impérialistes et les forces anti-impérialistes et anti-capitalistes dans le monde, au cours des dernières années. La lutte contre la guerre du Vietnam a été la principale force unificatrice du mouvement d'opposition radicale au pouvoir capitaliste aux Etats-Unis pendant cette même période. C'est en son sein que les étudiants, les minorités nationales et raciales, les syndicalistes, les féministes, les travailleurs radicalisés, ont pu se retrouver dans la lutte pour un objectif commun, clairement dirigé contre les intérêts du Capital et du gouvernement bourgeois des Etats-Unis. L'ampleur prise par les manifestations du 24 avril 1971 a clairement indiqué à la bourgeoisie américaine qu'elle ne peut poursuivre la guerre du Vietnam qu'au prix d'une amplification et - ce qui est pire de son point de vue d'une politisation croissante du mouvement anti-guerre servant de moteur à la politisation d'une fraction de la classe ouvrière américaine. Une telle éventualité va à l'encontre de toute la stratégie fondamentale de cette bourgeoisie. Mettre fin à la guerre du Vietnam est devenu un objectif politique brûlant de toute une aile de cette bourgeoisie comme l'indique clairement le conflit entre le New-York Times et l'administration Nixon à propos de la publication des documents qui révèlent crûment la façon cynique dont les gouvernements successifs d'Eisenhower, de Kennedy, de Johnson et de Nixon ont menti et continuent de mentir aux masses américaines, pour justifier leur sanglante entreprise contre-révolutionnaire dans le Sud-Est asiatique.

#### LE SENS DE LA DIPLOMATIE DU PING-PONG

La division profonde qui subsiste au sein de la bourgeoisie des Etats-Unis sur la conclusion de la guerre du Vietnam reflète le dilemne auquel l'impérialisme est confronté à l'échelle mondiale. Une retraite immédiate des troupes américaines du Vietnam, en échange d'une libération des prisonniers américains par la République Démocratique du Vietnam, serait ressentie par les masses vietnamiennes et les masses asiatiques comme une colossale défaite militaire, politique et sociale de l'impérialisme. L'expansion du processus révolutionnaire visible dans la péninsule indienne en recevrait un puissant encouragement. L'effort de l'impérialisme consiste donc à effectuer ce retrait dans des conditions telles que cet encouragement aux masses révolutionnaires serait étouffé, masqué ou du moins limité. Comme la bureaucratie soviétique ne dispose plus du prestige auprès des révolutionnaires asiatiques pour freiner efficacement leur combat, une aile de la bourgeoisie américaine désirerait associer à cette tâche la bureaucratie maoïste. Tel est le sens de la diplomatie du Ping-pong entre Washington et Pékin.

#### LA FIN DE LA « DOCTRINE DULLES »

Dès le début du conflit sino-soviétique, nous avons expliqué la source fondamentale des divergences non par les qualités intrinsèques de Mao, ni par la pauvreté ou la richesse plus grande de l'une ou l'autre aile de la

bureaucratie, encore moins par un caractère plus « stalinien » de Mao par rapport aux dirigeants de la bureaucratie soviétique. L'origine essentielle des divergences résidait dans le fait que l'impérialisme avait accepté un rapport de « coexistence pacifique » avec le Kremlin et qu'il le refusait avec Pékin.

Jusqu'au printemps 1971, l'impérialisme s'est résigné à l'existence de l'URSS dont il appréciait le réalisme politique et espérait « l'embourgeoisement ». La révolution chinoise, par contre, constituait sa plus lourde défaite depuis la victoire des Bolchéviks. Son exemple et ses succès représentaient une grave menace pour l'ordre capitaliste dans les pays sous-développés. La Chine Populaire apparaissait comme l'instigateur responsable de la dégradation du rapport des forces entre les classes à l'échelle internationale aux dépens de l'impérialisme.

L'administration américaine s'en tenait aux accords de Yalta: la Chine, la Corée, le Vietnam, Cuba ne faisaient guère partie des « zones d'influence » attribuées à Staline. Aussi refusait-elle d'entériner le fait accompli de ces révolutions victorieuses. Son objectif explicite était de les refouler. Les relations qu'elle développait avec ces Etats se limitaient au blocus économique et militaire, entrecoupé à l'occasion d'interventions armées directes.

Il est bien évident, dans ces conditions, que les dirigeants chinois ne pouvaient pas jouer le jeu de la coexistence pacifique. La recherche d'accords avec l'impérialisme constituait pour eux une politique parfaitement irréaliste. De tels accords ne sont concevables qu'entre partenaires qui ne mettent plus en cause la légitimité de leur existence respective.

La défaite subie au Vietnam, l'impasse totale de sa politique agressive dans tout le Sud-Est asiatique, contraignent aujourd'hui l'impérialisme US à renoncer à la « doctrine Dulles » du contenir et refouler. Il cherche désormais à s'entendre avec la bureaucratie maoïste, moyennant concessions réciproques, en vue d'assurer le statu-quo en Asie.

De toute façon, la défaite de l'impérialisme au Vietnam aura des conséquences objectives beaucoup trop stimulantes sur la montée internationale de la révolution pour que le désarroi que le tournant droitier de la politique chinoise provoquera inévitablement dans certains milieux ne puisse les neutraliser. Depuis une décennie se constitue et se renforce, de par le monde, une nouvelle avant-garde, largement jeune et indépendante des directions traditionnelles (stalinisme, social-démocratie, nationalisme bourgeois dans les pays coloniaux et semi-coloniaux). Au sein de cette avant-garde, trotskystes et maoistes sont les principaux courants idéologiques organisés. Si le cours droitier de Pékin se précise et se renforce, ce ne sera pas la révolution mondiale qui subira des revers sévères, c'est le courant maoiste international qui se décomposera, toute l'aile sincèrement révolutionnaire l'abandonnant, ce qui le réduira à un noyau de bureaucrates irrémédiablement attachés à un « Etat-guide ».

#### A DROITE TOUTE ?

Au moment où l'impérialisme commence à manifester le désir d'établir avec Pékin des rapports de « coexistence pacifique », d'échanges commerciaux, voire de bon voisinage, similaires à ceux qu'il entretient avec f.ºoscou, une des constantes qui déterminaient le comportement plus radical et plus « gauchiste » de la bureaucratie maoïste (et des groupements maoïstes « orthodoxes » de par le monde) commence à disparaître. Un profond tournant à droite s'esquisse dans la politique internationale de Mao. La trahison cynique de la lutte du peuple bengali pour son droit à l'auto-détermination, l'aide non moins cynique accordée au gouvernement de Mme Bandaranaïke (qui a fait entrer la bureaucratie de Pékin dans un front unique de fait, avec Washington, Londres, Moscou, Belgrade, la Nouvelle-Dehli et Islamabad !) ne sont pas des incidents isolés. Au moment même où de jeunes maoistes courageux sont pendus en Iran, la sœur du Shah est reçue en grande pompe à Pékin, et son frère fêté comme « combattant anti-impérialiste ». Pour acheter l'établissement de relations diplomatiques avec différents gouvernements semi-coloniaux d'Afrique, y compris le gouvernement contre-révolutionnaire sanglant du Cameroun, Pékin n'a pas hésité à leur accorder un brevet de « non alignement », voire de « progressisme ». Aux dernières nouvelles, Pékin approuverait l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun afin de



l'entretien du représentant de Nixon , Kissinger avec Chu en Lai.

renforcer l'« Europe » capitaliste et impérialiste. Voilà une « contradiction secondaire » que Mao peut écarter d'un revers de la main contre l'« ennemi principal », l'impérialisme américain. Quant à cet « ennemi principal », on lui attribuerait volontiers quelque monnaie d'échange à négocier.

#### LIMITES DU TOURNANT DROITIER

Mais le rapport à l'impérialisme n'est qu'un élément fondamental de la politique de la bureaucratie maoïste. Tout aussi important est son rapport aux masses chinoises.

Reste le deuxième volet des facteurs qui déterminent la politique internationaliste de la bureaucratie maoiste, les rapports avec les masses. Le processus de la politisation de la jeunesse chinoise, depuis le début de la « Révolution culturelle » a été profond. La manière dont cette révolution a été achevée y a mis un cran d'arrêt; elle n'a pas pu en supprimer tous les effets. La révolution vietnamienne jouit d'un prestige exceptionnel auprès des masses jeunes du monde entier, en premier lieu en Chine même. C'est ce facteur qui impose des limites aux possibilités de manœuvre de la bureaucratie maoiste. Aussi Pékin vient-il d'otroyer une nouvelle aide militaire à Hanoi en dépit de son tournant à droite.

Lorsque Staline passa de la « troisième période » à la politique de Front Populaire, puis à l'alliance temporaire avec Hitler, enfin à la collaboration étroite avec les impérialistes occidentaux, la classe ouvrière internationale connaissait la phase la plus noire de défaite et de recul de toute son histoire. La classe ouvrière soviétique était prostrée et démoralisée, sans perspectives aucune d'action autonome. La menace du fascisme planait sur le monde entier et obscurcissait aux yeux de larges fractions du prolétariat le sens contre-révolutionnaire de la politique stalinienne. Aujourd'hui, le tournant de la politique maoiste s'effectue dans un contexte mondial complètement modifié. On assiste à une montée impétueuse et non à un recul de la révolution mondiale. Il n'y a pas une stabilisation temporaire, mais au contraire une nouvelle aggravation de la crise générale du système impérialiste. Dans ces conditions, les conséquences d'une politique droitière de Pékin seront beaucoup plus limitées que celles de la politique équivalente de Moscou dans les années 30 et 40. De là les doutes de Washington sur la capacité de Pékin d'arrêter effectivement les progrès de la Révolution en Asie, même si Mao était prêt à donner toute garantie à ce sujet.

Dans des pays comme la Thaïlande, la Birmanie, la Malaisie, les Philippines, où le mouvement est encore faible et dépend étroitement de l'aide politique, militaire et matérielle de Pékin, le tournant à droite de Mao pourrait temporairement rejeter en arrière le processus révolutionnaire. Au Vietnam, en Inde, à Ceylan, en Indonésie, où la colère, l'expérience, la conscience et — à l'exception de l'Indonésie — l'activité révolutionnaire des masses sont déjà très avancées, les chances de succès de la diplomatie du ping-pong sont plus limitées.



# à bas la diplomatie secrète!

déclaration du secrétariat unifié de la quatrième internationale.

La résistance victorieuse du peuple viet-namien face à l'agression impérialiste des Etats-Unis et le développement gigantesque du mouvement anti-guerre au sein même de la forteresse impérialiste ont obligé l'ashington à chercher le moyen de se sortir de sa criminelle aventure dans le Sud-est asiatique.

l'Yashington tente de réussir cette opération de telle façon que sa retraite ne se transforme pas en une déroute des classes dominantes dans toute cette région du monde. De plus, Washington ne désire pas que ce repli provoque une stimulation de la lutte révolutionnaire anti-impérialiste et du combat anti-capitaliste à l'échelle mondiale.

Durant longtemps, l'impérialisme US manœuvra avec la bureaucratie soviétique afin de faire pression sur les révolutionnaires du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos, afin de leur faire accepter une formule qui les empêche d'obtenir une victoire complète. Mais l'influence politique du Kremlin était en déclin dans toute cette région.

Confronté au fait que les régimes décomposés de Saïgon, de Vientiane et de Pnohm Penh sont à deux doigts de l'effondrement total, l'impérialisme US se tourna désespérément vers Pélcin. Cela a pour but de s'assurer le concours de la bureaucratie chinoise afin de ré-établir la « coexistence pacifique » dans le Sud-est asiatique en échange de concessions sur le plan diplomatique et économique.

Nous ne condamnons pas le fait que les diplomates chinois et américains établissent des rapports diplomatiques. Ce que nous condamnons, c'est le fait que les masses travailleuses soient maintenues dans l'ignorance face aux desseins et aux contenus des pourparlers et que la bureaucratie de Pékin — suivie par ses supporters dans les autres pays — adapte ses analyses et ses actions aux besoins de ces négociations, trahissant de façon cynique la lutte révolutionnaire au Bengla-Desh, à Ceylan, au Cameroun et dans d'autres pays.

La Quatrième Internationale s'affirme pour la défense de tous les états ouvriers, quand bien même ils sont dégénérés et bureaucratisés, contre l'impérialisme et accepte le droit de ces pays d'établir des relations diplomatiques et commerciales avec des états capitalistes. Mais elle refuse d'accepter la subordination des intérêts de la révolution socialiste et de la lutte de libération nationale aux nécessités des manœuvres diplomatiques, aussi bien de la bureaucratie de Moscou que de celle de Pélsin.

La Quatrième Internationale appelle tous les travailleurs, les paysans pauvres et les masses révolutionnaires de tous les pays à se tenir prêts pour la défense de la révolution viet-namienne.

Aucune négociation secrète entre les grandes puissances ne doit permettre de voler au peuple viet-namien les fruits de sa victoire pour lesquels il a combattu si longtemps et si héroïquement.

La Quatrième Internationale souligne qu'il est nécessaire pour les organisations révolutionnaires d'être complètement indépendantes des bureaucraties de Moscou et de Pékin.

POUR LE RETRAIT IMMÉDIAT ET INCONDITIONNEL DE TOUTES LES TROUPES US DU VIET-NAM!

CONTRE LA DIPLOMATIE SECRETE!

POUR LA VICTOIRE DE LA RÉVOLUTION VIET-NAMIENNE!

Le Secrétariat Unifié de la IVème Internationale 25 juillet 1971.

# un lourd bilan

Depuis quelques mois — approximativement depuis la fin de la « Révolution culturelle » — la diplomatie chinoise a pris une bien curieuse direction. Les deux exemples les plus frappants — et qu'il faut rappeler ici — sont bien évidemment le soutien apporté à Yahia Khan et à Mme Bandaranaike dans leur lutte contre les mouvements révolutionnaires. Mais les exemples moins connus et — jusqu'à présent — moins sanglants, abondent. Récapitulons donc cette longue liste de « succès diplomatiques ».

#### En Amérique Latine.

Le gouvernement chinois fait des ouvertures aux gouvernements qui s'opposent aux Etats-Unis sur des points particuliers, par exemple celui des eaux territoriales, soulevé non seulement par le régime péruvien de Velasco, mais aussi par les dirigeants conservateurs de l'Equateur et par les gorilles brésiliens.

#### En Iran.

La Chine appuie ouvertement le bloc de l'OPEP qui, comme on sait, comprend des pays comme le Vénézuéla et l'Iran. Chou En Lai reçoit la sœur du Shah au moment où la répression s'accentue en Iran, et dans la déclaration commune établissant des relations diplomatiques entre la Chine et l'Iran, on peut lire : « Le gouvernement de la République Populaire de Chine soutient fermement le gouvernement impérial de l'Iran dans sa juste lutte pour sauvegarder l'indépendance nationale et la souveraineté du pays et protéger ses ressources nationales » (Pékin-Information, 23 août 1971). Cette caution apportée au gouvernement ultra-réactionnaire de Téhéran était-elle vraiment nécessaire à l'établissement de relations diplomatiques ?

#### Dans les Etats ouvriers.

On sait les termes employés par les textes chinois pour qualifier tant l'URSS que la plupart des « démocraties populaires » : Etats « capitalistes », « dictatures de type hitlérien », etc. La Pologne en particulier a été ainsi dénoncée au moment des événements de décembre 1970.

Curieusement (?), la Roumanie, puis plus récemment la Yougoslavie, échappent à ce genre d'invectives. Le PC roumain dont l'orientation droitière et l'ouverture aux pays capitalistes (visites de de Gaulle et de Nixon) sont bien connus, reçoit un brevet de bon communisme (HNA, 31 janvier 1971). Même chose pour la Yougoslavie, qui fut pourtant pendant de longues années, la cible favorite des Chinois dans leur lutte « anti-révisionniste ».

En fait, nul besoin d'être grand clerc pour comprendre que la seule raison de cette « compréhension » tient au conflit entre ces deux pays et l'URSS et à leur ouverture vers la Chine.

(A propos, il y aurait pour les inconditionnels de Pékin un « argument » pour justifier tout éventuel « rapprochement » sino-américain contre l'URSS. Puisque, selon l'imagerie maoïste, celle-ci est un « Etat fasciste capitaliste » et que les Etats-Unis conservent, on ne peut le nier, des restes de démocratie bourgeoise, la Chine serait parfaitement en droit de s'allier, en cas de besoin, avec l'aile démocratique de la bourgeoisie internationale contre son aile fasciste ... Rappelons aux admirateurs de

Staline l'ailiance avec les « démocraties occidentales » contre Hitler. On peut dire qu'un tel raisonnement est absurde ; il n'en est pas moins l'aboutissement logique de certaines « analyses » de la nature de classe des Etats ouvriers.)

#### Au Bengale oriental.

« Votre Excellence et les dirigeants des différentes régions du Pakistan ont accompli un grand travail utile pour préserver l'unité du Pakistan et l'empêcher d'évoluer vers une sécession. Nous pensons que par les consultations et les efforts judicieux de Votre Excellence et des dirigeants des différentes régions du Pakistan, la situation redeviendra normale.

A notre avis, l'unification du Pakistan et l'unité du peuple du Pakistan occidental et oriental sont les garanties de base pour que le Pakistan soit prospère et fort. Il est ici important de faire la différence entre les larges masses du peuple et une poignée de personnes qui veulent saboter l'unification du Pakistan » (Lettre de Chou En Lai à Yahia Kahn — voir Rouge et le document rouge No 9: « Dix documents sur la guerre civile au Pakistan »).

#### A Ceylan.

« Nous sommes heureux de constater que grâce aux efforts de Votre Excellence et du gouvernement ceylanais, le chaos créé par une poignée d'individus s'intitulant « guévaristes » et dans les rangs desquels se sont glissés des agents de l'étranger, est maintenant enrayé.

Nous pensons que sous la direction de Votre Excellence et avec la collaboration et le soutien du peuple ceylanais, ces actes de rébellion tramés par les réactionnaires de l'intérieur et de l'étranger dans le but de saper les intérêts du peuple ceylanais, sont voués à l'échec » (Lettre de Chou En Lai à Bandaranaike — voir Rouge No 118).

Au l'endemain de la sanglante répression contre le JVP, le gouvernement chinois accordait comme promis à Ceylan un prêt à long terme sans intérêt de 150 millions de roupies. Aide désintéressée aux « pays en voie de développement » ...

#### En Afrique.

Hailé Sélassié est invité à Pékin alors qu'une féroce répression sévit en Ethiopie (voir Rouge No 85).

Après l'Ethiopie et la Mauritanie, la Chine a récemment découvert un nouveau régime « neutre » en Afrique : le Cameroun. Dans le communiqué publié à l'occasion de l'établissement de relations diplomatiques, il est dit que le régime de y a o u nd é est un régime de non-alignement. Voilà qui a fait plaisir aux militants camerounais qui ont vu leur chef, Ouandié, assassiné par Ahidjo. Pékin oublie-t-il par ailleurs que ce fameux « non-alignement », c'est Pompidou et Foccart?

#### Au Soudan.

Le dernier fleuron de la diplomatie chinoise est évidemment le Soudan auquel la Chine a cru bon d'accorder généreusement une aide économique quelques jours après l'assassinat des dirigeants et militants du PC soudanais. Mais peut-être ces derniers n'étaient-ils pas à prendre en compte, puisqu'ils faisaient partie du camp « révisionniste » ?

### pour rafraîchir la mémoire

« La paix mondiale ne peut être obtenue que par la lutte des peuples de tous les pays et non en la mendiant auprès des impérialistes. La paix ne peut réellement être sauvegardée qu'en s'appuyant sur les masses populaires et en menant une lutte sans merci contre la politique impérialiste de guerre et d'agression. Telle est la ligne correcte ».

Deux lignes différentes sur la question de la guerre et de la paix (Pékin, 1963)

« Et ceux qui aident les Etats-Unis dans leurs intrigues politiques, peuvent également poursuivre leurs activités. Mais, quel que soit le jeu que mènent les Etats-Unis, ils ne pourront pas tromper le peuple vietnamien. Plus ils usent de telles ruses, plus les peuples du monde reconnaftront clairement les traits horribles de l'impérialisme US et de ses valets et plus résolument ils soutiendront le peuple vietnamien dans sa juste lutte contre l'agresseur US jusqu'à la victoire ».

Soutenir le peuple vietnamien. Battre les agresseurs US (Pékin, 1965)



# chez les maos

Le dernier numéro de la Cause du Peuple-J'accuse, date du 1er août 71. L'hebdomadaire anarcho-maoïste avait pourtant annoncé une parution régulière pendant l'été. La CdP-J'accuse ne souffre pas d'une crise financière, mais d'une crise politique : sa non-parution est la conséquence de la nouvelle crise qui secoue le courant issu de l'ex-Gauche Prolétarienne.

On se souvient qu'à la rentrée 1970-71, après l'échec de « la campagne pas de vacances pour les riches », couronnant la faillite de la ligne « terroriste » de la « Nouvelle Résistance Populaire », la Gauche Prolétarienne avait amorcé un important tournant politique.

Dénonçant violemment la « direction petite-bourgeoise délirante » qui dominait la GP et l'avait conduite dans l'impasse du putschisme, la nouvelle direction préconisait une « ligne démocratique », visant à « élargir la résistance » en alliant « l'avant-garde » au « centre »; la Nouvelle Résistance Populaire passait au second plan, au profit du

« Secours Rouge ». Le 18 juin, Jean-Pierre Le Dantec allait déposer une gerbe au Mont-Valérien... La direction de la Cause du Peuple-J'accuse en appelait aux journalistes sincères et honnêtes... etc...

Mais la base anarcho-maoïste, dégagée au cours de 2 ans de pratique ultra-gauchiste, dans un contexte de concessions de principes à l'idéologie anarchiste, n'a pas supporté longtemps ce nouveau cours. De nombreux militants ont cessé de reconnaitre la moindre autorité au « centre révisionniste », qui a troqué la ligne de la « Nouvelle Résistance Populaire » contre l'orientation opportuniste du front démocratique. Aujourd'hui la désorganisation est totale.

D'autant plus que tant la conjoncture internationale (le nouveau cours maoiste) que la conjoncture française (retour offensif des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, avec l'ouverture d'une perspective de l'union de la gauche) est plus défavorable que jamais aux positions maoistes.

Anne-f.1arie LESPINASSE

## tupamaros

#### la plus belle cavale du siècle

Il n'y a plus un seul Tupamaro dans les prisons d'Uruguay. Après les évasions en mars et en juillet derniers de cinquante et une de ses militantes, le MLN-Tupamaros vient de réaliser un coup de maître en organisant l'évasion de tous ses membres encore emprisonnés à la suite des opérations répressives de très grande envergure menées par le régime Pcheco Areco depuis de nombreux mois.

Cette spectaculaire évasion prouve, si besoin en est encore, l'extraordinaire puissance organisationnelle du MLN. En effet, les 106 Tupamaros, détenus dans une prison cernée par des blindés et surveillée militairement à la mesure de l'importance de ses occupants, ont réussi à s'enfuir en creusant des trous et tunnels, à l'aide d'instruments aussi peu discrets que des marteaux-piqueurs, que leurs camarades leur avaient fait parvenir du dehors. L'opération était coordonnée avec l'extérieur par talkies-walkies, et lundi dernier, alors que la police de Montevideo se précipitait à l'autre extrémité de la ville, où cinq autobus avaient été incendiés pour faire diversion, un groupe de militants occupait un immeuble situé en face de la prison, localisait le tunnel, perçait le sol, équipait les évadés en papiers et vêtements civils et les emmenait en bus et taxis.

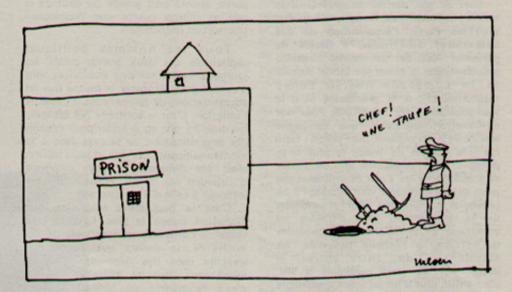
#### La crise du régime Pacheco Areco

L'évasion du 6 septembre aura des répercussions politiques importantes, tant du point de vue du MLN qui affirme une fois de plus dans les faits sa force par rapport au gouvernement et qui récupère une grande partie de sa direction (Raul Sendic, J.Manera Lluveras, J.Marenales Saenz), que du point de vue de la bourgeoisie dont elle accentue la crise.

La politique exclusivement répressive du président Pacheco vient de subir le plus singlant des échecs, mais d'autres l'avaient précédé. Les enlèvements de l'ambassadeur de Grande-Bretagne (détenu depuis huit mois), d'Ulysses

Pereyra Reverbel proche collaborateur du président (déjà enlevé quelques années auparavant) et d'autres gros requins capitalistes, l'impuissance des forces répressives à détruire le MLN malgré des moyens considérables (12.000 hommes en action), les démissions successives de ministres de l'intérieur, avaient été les signes de la décomposition du pouvoir ; les tentatives de Pacheco Areco pour se faire réélire aux prochaines élections présidentielles malgré l'interdiction qui lui en est faite par la Constitution, en sont un autre signe ; les clivages au sein de la bourgeoisie urugayenne sur l'attitude à adopter face aux difficultés économiques, et surtout politiques, montrent à quel point l'action des Tupamaros depuis plusieurs années a profondément marqué la vie politique du pays.

Ces clivages dans la bourgeoisie prennent une importance particulière dans le contexte des élections présidentielles qui doivent se dérouler le 28 novembre. Pour la première fois le système du bi-partisme (parti Blanco parti Colorado) est remis en cause par l'existence d'un Front Elargi qui présente un candidat : le général Liber Seregni et ce Front Elargi regroupe, outre le PC, le PS, le parti démocrate-chrétien et d'autres formations de gauche, des ailes dissidentes des deux partis Blanco et Colorado. Créé sur le modèle de l'Unité Populaire chilienne après la victoire électorale de cette dernière, le Front Elargi entend, sur la base d'un programme électoral radical, tirer parti du mécontentement des masses uruguayennes, et de l'absence d'alternative bourgeoise attractive, qui se reflète dans la multiplicité des candidats (trois du parti Blanco, cinq du parti Colorado et peut-être six, plus Liber Seregni). L'ennui pour le Front Elargi réside dans le fait que d'après la Loi électorale urugayenne seront comptées les voix non pas des candidats mais des partis, ce qui fait que son candidat peut obtenir le plus grand nombre de suffrages



sur son nom et ne pas être élu.

#### Les Tupamaros et les élections

Le MLN a adopté une attitude sans équivoque par rapport au Front Elargi. Déplorant le fait qu'il se constituait dans un but uniquement électoral, il a décidé de lui accorder son appui, sans pour autant se fondre dans le creuset confortable du réformisme. Il conserve autonomie politique et organisationnelle, ainsi qu'en attestent ses actions et la publication de son programme et entend affermir concrètement son influence sur les masses dans le cadre d'un processus de mobilisation lié à la campagne électorale. Pris dans une contradiction aigüe entre son influence informelle très grande dans le pays, et son faible répondant organisationnel, il voit dans la constitution de comités de soutien au candidat de gauche la possibilité de tisser des liens étroits, physiques pourrait-on-dire, avec les masses uruguayennes qu'il ne fait qu'influencer jusqu'à présent. La publication en mars dernier d'un programme du MLN répond à cette préoccupation, car présenter un programme de transition dans un tel contexte, avant même que le Front Elargi

n'en fasse autant, signifie postuler à la direction du mouvement des masses de façon précise, en s'en donnant les moyens politiques. Ledit programme, rappelons-le (voir Rouge No 110) comprend une réforme agraire expropriant les grandes propriétés sous contrôle des travailleurs et donnant aux petits paysans les moyens de cultiver leurs terres, la socialisation des grandes industries et du commerce, l'expropriation des sociétés étrangères, diverses mesures radicales concernant la vie quotidienne des travailleurs (logement, santé, enseignement, retraite, rétributions etc...), une réforme complète du système judiciaire, et surtout l'armement du peuple pour la défense de toutes ces mesures.

La libération par le MLN de tous ses militants emprisonnés n'est pas seulement un coup très dur porté au prestige déjà durement atteint du régime de Pacheco Areco, c'est avant tout le moyen pour le MLN de récupérer toutes ses forces afin de passer dans la période à venir à un niveau qualitativement supérieur de son combat, la direction des masses uruguayennes dans la voie révolutionnaire.

L. RAFAEL

#### répression au brésil

Le M.R.8 appartient au front des 5 organisations politico-militaires (VPR – ACN – PCBR – MR8 et MRT) constitué après la campagne pour le boycott des élections d'octobre 70.

Ce groupe reconstitué en 1969 provient de la dissidence de Rio de Janeiro du PCB.

Le Mouvement révolutionnaire « 8 Octobre » annonce la mort de son militant STUART EDGARD ANGEL JONES « HENRIQUE » assassiné par les forces de répression de la dictature.

Henrique a été capturé le 14 mai 1971 dans le quartier de Vila Isabel à Rio de Janeiro par une équipe du CODI (Centre d'Opération de la Défense Intérieure). Il a été conduit à la prison de la base aérienne du « Galeao ».

Là, il a été sauvagement torturé pendant trois jours. Le 17 mai, il a été assassiné à coups de matraques après avoir été trainé par une jeep militaire.

Pendant les trois jours où il a subi les supplices les plus sauvages, il a toujours gardé une attitude courageuse digne d'un révolutionnaire. Il n'a pas donné une seule information à l'ennemi. Tous les secrets de notre mouvement sont restés intacts.

(...) Les responsables de l'assassinat de ce camarade sont les mêmes qui soutiennent le régime d'oppression contre le peuple brésilien. Ce sont les mêmes qui ont tué tant d'autres révolutionnaires, ouvriers, étudiants, paysans, martyrs et héros de notre peuple. La justice révolutionnaire frappera ces bourreaux. Quelques-uns ont déjà connu la justice du peuple. D'autres la connaitront bientôt.

La vie et la mort d'Henrique sont un exemple pour tous les brésiliens. Le peuple gardera toujours en mémoire ceux qui ont tout donné pour sa libération.

## pour le camarade merlino

Le message suivant a été envoyé lors du Congrès National du SWP à la Ligue Communiste, section française de la IVème Internationale.

Chers camarades,

Les délégués du 24ème Congrès du SWP se joignent à vous pour pleurer la fin du camarade Luiz Eduardo Merlino., tombé entre les mains des escadrons de tortures de la police politique brésilienne. Le camarade Eduardo Merlino refusa de donner quelque renseignement qui pût conduire à d'autres arrestations , au sacrifice de sa vie.

Son exemple ne sera jamais oublié par les révolutionnaires travaillant dans la clandestinité au Brésil. Il inspirera et renforcera la détermination de tous ceux qui luttent de par le monde pour mettre fin à cette ère de violence.

Le nom de Luiz Eduardo Merlino s'ajoute à la longue liste des héros martyrs de la IVème Internationale qui donnèrent leur vie en combattant pour le socialisme.

Le combat continue. Nous nous engageons à faire tout ce qui est possible pour mener ce combat à une fin rapide et victorieuse, pour laquelle le camarade Eduardo Merlino a combattu.

#### argentine l'e.r.p. libère ses militants



Nous saluons une nouvelle action révolutionnaire de nos camarades argentins de l'Armée Révolutionnaire du Peuple. Ils ont, le 6 septembre, libérés dix-neuf militants incarcérés à la prison de Tucuman dans le Nord du pays. Les querilleros pénétrèrent au sein même de la prison avec un camion de livraison de bouteilles de gaz, précédemment volé. Ce n'est qu'ensuite qu'ils durent utiliser leurs armes pour libérer les détenus. L'opération fit cinq victimes du côté des gardiens de la prison, par contre il n'y eut aucune perte du côté des guerilleros. Selon les dernières informations, cinq des détenus auraient été repris par les forces de répression.

#### entre frères

« Certes, la définition de la liberté n'est pas la même partout et nous n'entendons à aucun titre nous immiscer dans les affaires intérieures des états, juger les régimes en fonction de nos critères, ni prétendre donner à nos conceptions une valeur universelle » (Pompidou – Versailles – 2 septembre).

En bon pédagogue, Pompidou aime joindre le geste à la parole : quelques jours plus tard, triomphalement, l'agent commercial « Concorde » atterrissait à Rio de Janeiro. « Manifestation de confraternité entre l'Europe et l'Amérique Latine » (public-relations André Turcat dixit). Le tout fut couronné par l'ouverture par Giscard d'Estaing de l'Exposition Technique

Française de Sao Paulo. Quatrième pays investisseur au Brésil, place d'ailleurs assez minime face à la voracité de ses confrères rapaces ouest-allemands, japonais et américains, la France cire avec amour les bottes des militaires brésiliens.

A chacun sa « liberté » ! Mais surtout laisser intacte la seule qui soit universelle : la liberté du commerce. Preuve est faite à nouveau que la liberté du Capital signifie : torture, répression pour tous ceux qui l'entravent. Que la France ne soit pas le Brésil, c'est certain. Que Pompidou et le général Medici ne soient en fait que deux larrons défendant avec une bestialité d'intensité différente la même boutique ne l'est pas moins.

# la réponse socialiste à la ci

Lors de son dernier congrès (voir le numéro précédent de Rouge), le Socialist Workers Party, l'organisation de nos camarades américains, a décidé de présenter lors des prochaines élections présidentielles la camarade Linda Jenness et le camarade Andrew Pulley respectivement à la présidence et à la vice-présidence des Etats-Unis. Pour nos camarades américains, une campagne éléctorale a un objectif bien précis : faire sur une échelle de masse la plus large possible une propagande anti-capitaliste et socialiste. Il ne s'agit évidemment pas pour eux de participer véritablement à un processus électoral fait pour les candidats de la bourgeoisie mais d'utiliser au maximum les possibilités propagandistes qu'offrent, à l'échelle nationale, les élections. D'où, entre autres, la désignation de leurs candidats si tôt, c'est-à-dire plus d'un an avant la véritable

A la suite des mesures prises sur le plan économique par Nixon, Linda Jenness a fait une déclaration au nom du S.W.P., largement reproduite aux Etats-Unis, dont nous publions l'essentiel.

## déclaration du socialist workers party

La décision soudaine de Nixon d'imposer un gel des salaires pour une période d'au moins 90 jours, associée à sa tentative d'abroger le droit de grève, est une agression directe contre les conditions de vie et les droits des travailleurs américains. Pour riposter effectivement à cette agression, le mouvement ouvrier a besoin de convoquer son propre Congrès du Travail en vue d'élaborer un programme d'action de lutte contre le gel des salaires.

Soutenue en fait par les hommes politiques, qu'ils soient démocrates ou républicains, y compris par les soi-disant a mis du Travail au Congrès, l'administration Nixon tente de faire retomber sur les ouvriers et les pauvres le farde au des graves problèmes économiques auxquels le capitalisme américain a à faire face. Avant tout, Nixon entend faire payer par la population laborieuse des Etats-Unis une

partie encore plus grande du coût de la sale et injuste guerre que Washington poursuit en Indochine.

Tous les hommes politiques capitalistes des deux grands partis, les journaux et les stations émettrices sont d'accord pour propager le mythe que les augmentations de salaires sont la cause de l'inflation. C'est le contraire qui est vrai : les ouvriers ont eu à lutter pour obtenir des augmentations de salaires face à la montée galopante des prix et leurs salaires réels ont diminué. La paye moyenne d'aujourd'hui a un pouvoir d'achat inférieur à celle d'il y a cinq ans.

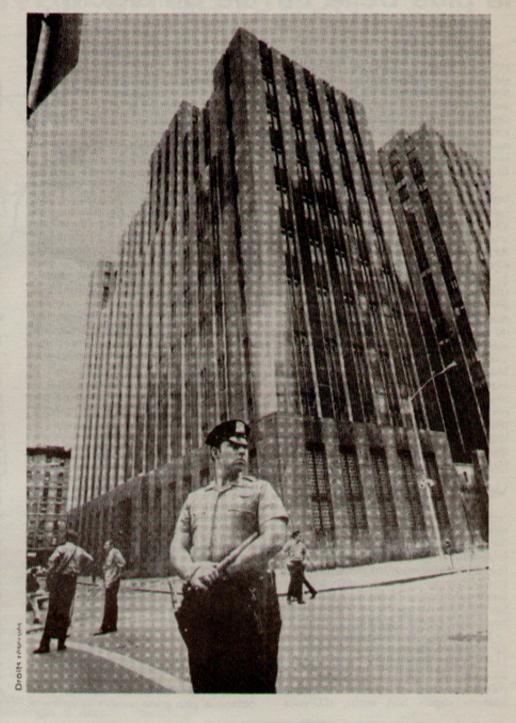
C'est la population laborieuse que l'inflation frappe le plus. La principale cause de l'inflation est constituée par les milliards de dollars que Washington gaspille dans des dépenses militaires, avant tout dans les milliards dépensés pour la guerre en Indochine. Tout véritable programme de lutte contre l'inflation doit commencer par exiger l'arrêt immédiat de cette guerre, avant qu'un G.I. de plus soit tué ou mutilé, avant qu'un Vietnamien de plus soit assassiné, et par stopper ce gaspillage des ressources de la nation.

Mais Nixon n'a pas l'intention de le faire. Dans le discours du 15 août où il expose sa nouvelle politique économique, Nixon dit que celle-ci a été conçue pour répondre aux « défis de la paix ». C'est un mensonge. La politique de Nixon est conçue pour poursuivre la guerre et la faire payer à la population laborieuse par des prix et des impôts plus élevés. Loin de mettre fin à la guerre, Nixon a, depuis le discours du 15 août, ordonné une augmentation des bombardements au Vietnam. C'est la preuve que l'inflation continuera quoi que Nixon puisse dire sur un « gel des prix ».

Le « gel des prix » de Nixon est une fraude. Le gouvernement n'a même pas créé d'institutions pour tenter de contrôler les prix et, l'aurait-il fait, il ne serait ni capable ni désireux d'imposer un « gel » des prix. Les firmes trouveront mille et un moyen de se soustraire au « gel » des prix, et les travailleurs seront en face de prix montants tandis que leurs salaires resteront gelés.

Il n'est besoin d'aucune institution particulière pour appliquer le gel des salaires. Tout employeur, soutenu par le décret gouvernemental, est trop désireux d'agir comme agent du pouvoir en gelant les salaires. Nixon a donné à chaque firme une formule pour augmenter les profits, pour soutirer de l'argent des poches des travailleurs et « pour le mettre par contre dans ses coffres », comme l'a dit Léonard Woodcock, président de l'United Automobile Workers (syndicat des ouvriers de l'automobile).

Le gel des salaires signifie que les travailleurs ne sont pas autorisés à obtenir des augmentations de salaires, même pour rattraper les prix galopants. Par décret de Washington, les ouvriers qui bénéficient



de clauses d'accroissement de salaires face à une montée du coût de la vie ne pourront jouir de ces clauses. Ainsi le gouvernement intervient pour détruire des conventions contenant des clauses gagnées dans la lutte par les travailleurs et il bloque le processus de négociations collectives au bénéfice des patrons.

De même les conventions déjà signées qui donnaient des augmentations de salaires pour la période couverte par le gel des salaires ont été annulées par le gouvernement capitaliste. Ce piétinement des droits des syndicats à des négociations collectives a été renforcé par la tentative de Washington de dénier aux travailleurs le droit de grève, tentative jusqu'à présent repoussée par les syndicats. Cette tentative de supprimer le droit des ouvriers d'utiliser leur arme la

plus fondamentale est un signe inquiétant pour tout ouvrier et toute ouvrière. Le gel des salaires frappe davantage les ouvriers les plus pauvres et les plus mal payés. Toute tentative par les Noirs, les Chicanos, les femmes, les jeunes, les inorganisés, les non privilégiés, d'améliorer de quelque façon leurs salaires, a été déclarée illégale par Washington qui a gelé le fossé qui existe entre les salaires des ouvriers les plus oppimés et ceux des autres ouvriers.

De plus, les mesures économiques de Nixon comportent un licenciement d'environ 100 000 fonctionnaires fédéraux et des réductions de secours aux pauvres.

Ces attaques cinglantes contre les ouvriers et les pauvres sont accompagnées de réductions d'impôts pour les firmes,

#### un militant noir assassiné



George Jackson, né dans le ghetto noir de Chicago, est arrêté en 1960 à l'âge de 18 ans pour complicité lors d'un vol de 70 dollars (350 F). Mal « conseillé », il plaide coupable : on lui avait promis une peine légère ; il est condamné à une peine « minimum un an – maximum à vie ». Ce produit monstrueux du système

pénitenciaire américain revient en fait à la réclusion à vie : chaque année une « commission de libération » décide de la sortie du prisonnier. Depuis 1960, chaque année, la peine de George Jackson est renouvelée. Parallèlement, sous l'impact des quelques bribes des luttes de la communauté noire américaine qui lui parviennent à travers les barreaux de sa prison, il commence la lecture de Marx, Lénine, Trotsky, et Mao. Les lettres qu'il arrive à faire parvenir à l'extérieur sont publiées. Transféré de prisons en prisons, mis en isolement dans l'enfer de Soledad, il reste toujours un danger. A Soledad, la discrimination raciale est officielle au sein des détenus, les gardiens provoquent régulièrement des bagarres entre prisonniers noirs et blancs. Le 13 janvier 1970, à la suite d'une telle rixe, les gardiens tirent : trois prisonniers noirs sont tués. Quelques temps plus tard

un gardien est découvert mourant: Jackson et deux autres détenus sont accusés de meurtre. Condamné en fait à vie, cela ne pouvait signifier que la peine de mort. En juin 1970, son frère paye de sa vie une tentative malheureuse pour le libérer. C'est pour cette affaire qu'Angela Davis fut incarcérée, les armes utilisées auraient été achetées à son nom.

Le procès de Jackson devait avoir lieu ce mois-ci. La justice du capital est expéditive et fait peu de crédit des lenteurs administratives : Jackson a été tué il y a quinze jours « alors qu'il tentait de s'évader ». Deux détails sont pour le moins troublants :

 il aurait caché une arme dans ses cheveux, alors que les prisonniers sont censés avoir les cheveux courts!

 enfermé dans une cellule isolée, ayant normalement les mains enchaînées, il aurait eu — par un pur hasard — ce soir-là les mains libres.

L'impérialisme a beau bâtir prisons sur forteresses, derouler ses barbelés, pour museler les militants révolutionnaires, la taupe de la révolution creuse ses galeries au plus profond de cet édifice. Le combat de Jackson, devenu militant politique au sein même des prisons américaines, sa détermination malgré les sévices et les brutalités permanentes, le prouvent. Nouvelle victime de la répression impérialiste aux USA, George Jackson restera un exemple vivant pour tous les révolutionnaires luttant au cœur même de l'impérialisme mondial. Il croyait à la révolution socialiste, à la nécessité d'un chemin anti-capitaliste à la lutte de la communauté noire américaine. Il a su se battre pour cet idéal au sein même des geôles impérialistes.

# ise américaine

appelées par euphémisme des « incitations à l'emploi ». Georges Meany, président de l'A.F.L.-C.I.O., appela cela fort justement une « remise criante d'impôts au grand capital ».

Nixon a présenté le programme des patrons et des banquiers: agression contre le niveau de vie de toute la population laborieuse et abrogation de droits syndicaux, surtout du droit de grève. Les riches qui dirigent le pays voient dans le gel des salaires pour 90 jours un test, une première mise en application de leur programme. Selon les réactions, ils décideront comment réaliser au mieux leur programme après cette période.

Dans de nombreux syndicats on a adressé à la direction de l'A.F.L.-C.I.O. une demande pour une grève générale de 24 heures. Cette demande est opportune. Si les sommets du mouvement syndical lançaient à un moment quelconque au cours de ces 90 jours un ordre de grève de 24 heures, ce mot d'ordre serait soutenu par toutes les organisations ouvrières du pays et par des millions d'ouvriers inorganisés. De cette façon, les travailleurs et les travailleuses donneraient une réponse appropriée au gel des salaires de Nixon et à ses tentatives d'interdiction des grèves. Ils démontreraient la puissance des travailleurs organisés, renforceraient leur propre confiance dans leur capacité d'action et stimuleraient tous ceux qui sont le plus frappés par le gel des salaires et l'inflation.

Pour donner la plus grande signification à la grève générale, celle-ci devrait être liée à un appel pour un Congrès du Travail.

Face au programme du grand capital, la classe ouvrière dans son ensemble doit présenter son propre programme en vue de défendre ses intérêts et de sortir la nation de la crise actuelle.

Déjà des syndicats locaux organisent des réunions pour discuter que faire à l'échelle locale. L'United Automobile Workers a prévu un Congrès extraordinaire pour le 20 novembre qui pourrait examiner les prochaines mesures prises par le gouvernement capitaliste contre la classe ouvrière à la fin de la période des 90 jours. Beaucoup de travailleurs qui étaient en grève ont jusqu'à présent refusé de reprendre le travail malgré les appels de Nixon qu'ils « fassent des sacrifices » pour le « bien de la nation »

Mais, de même que le patronat n'engagea pas son agression contre les syndicats et la population laborieuse dans son ensemble de façon fragmentaire, entreprise par entreprise, mais utilisa le pouvoir centralisé du gouvernement qu'il contrôle, de même le Travail ne peut pas, pour défaire cette attaque, se mobiliser convenablement fragmentairement, syndicat par syndicat.

Woodcock a correctement qualifié le programme de Nixon de « guerre » contre la classe ouvrière. Pour y répondre, il faut une mobilisation de la puissance totale de toute la classe ouvrière par un Congrès du Travail largement représentatif. Un tel Congrès devrait inclure non seulement le mouvement syndical organisé mais aussi être représentatif de tous les ouvriers inorganisés.

Tous les secteurs de la classe ouvrière et tous les mouvements luttant contre les maux du capitalisme devraient y être représentés afin de mobiliser toute leur puissance contre le programme de Nixon.

Pour mobiliser les masses laborieuses contre l'agression de Nixon, un tel Congrès et ses alliés auraient à inclure et à soutenir tout mouvement des opprimés et des exploités, et à élaborer un programme pouvant sortir toute la nation de l'actuelle crise économique et sociale.

#### 1) Une clause d'échelle mobile protègerait tous les ouvriers.

Contre le pseudo « gel » des prix de Nixon, nous proposons que le niveau de vie des ouvriers soit protégé contre la hausse vertigineuse des prix par des augmentations automatiques en fonction du coût de la vie.

Nixon ne s'est pas occupé d'établir un système gouvernemental de contrôle des prix. Même l'aurait-il fait, qu'aucune agence gouvernementale, contrôlée par les firmes et établie dans leurs intérêts, ne pourrait et ne voudrait imposer le contrôle des prix. L'expérience faite avec de telles agences, par exemple au cours de la 2ème guerre mondiale, montre que les prix continuent à monter, à la fois par des « exceptions » qu'accorde l'agence, par les milliers de voies non officielles par lesquelles les firmes et les commerces peuvent se soustraire à toute contrainte et par des opérations de marché noir. Pendant la 2ème guerre mondiale les prix s'élevèrent de 30 % au cours d'un prétendu « gel des prix ».

Le contrôle des prix ne peut être effectivement imposé que par des comités bien organisés de consommateurs ayant le pouvoir de saisir les marchandises vendues au dessus des prix établis. Ceci exige un mouvement de masse indépendant de tout pseudo office de contrôle des prix établi par le gouvernement des patrons et imposé à un tel office.

#### Une réduction des heures de travail sans réduction des salaires afin de supprimer le chômage.

La solution proposée par Nixon contre le chômage est d'alimenter l'industrie de dons considérables, selon ce que Meanny a appelé l'« infâme théorie de versement » et de ramener les ouvriers au travail avec des salaires inférieurs et de longues heures de travail. Ceci augmenterait les profits des magnats qui dirigent le pays, afin d'améliorer leur position compétitive en face des autres grandes puissances capitalistes.

Contre le programme de Nixon d'encouragement à des emplois à salaires gelés, nous proposons d'amender la loi sur les salaires et l'emploi pour que soit mise en application immédiatement la semaine de 30 heures pour tous les travailleurs, sans réduction de salaires. En outre, nous demandons pour tous les chômeurs une compensation immédiate à plein tarif syndical aussi longtemps qu'ils restent en chômage, indépendemment du fait qu'ils aient été employés avant ou non.

#### 3) La défense du droit de grève.

Le droit de grève est un droit fondamental qui ne peut être abrogé d'aucune manière. Privés de l'arme de la grève, les ouvriers sont sans défense face à la puissance des grandes firmes. Toute législation qui restreint le droit de grève — depuis la loi Taft-Hartley et la loi du travail sur les chemins de fer, jusqu'aux lois restreignant le droit des fonctionnaires d'Etat de faire grève — doit être éliminée.

#### 4) Rappel immédiat de toutes les troupes du Sud-Est asiatique

La guerre en Indochine est une guerre injuste et immorale, menée seulement pour les ambitions des riches. Les travailleurs et les pauvres sont contraints de payer cette sale guerre par le sang de leurs fils, par des impôts et des prix élevés, et par la détérioration de leurs conditions essentielles d'existence. La fin de la guerre ne serait pas seulement un obstacle à l'inflation, elle signifierait la fin de ce massacre insensé d'Américains et de Vietnamiens.

Le mouvement ouvrier doit être mobilisé derrière les actions du mouvement anti-guerre, notamment dans les marches du 6 novembre qui auront lieu dans 15 villes du pays.

#### 5) Démantèlement de la machine de guerre et utilisation des milliards maintenant dépensés dans la guerre pour répondre à nos besoins sociaux domestiques pressants.

Aussitôt après le discours de Nixon du 15 août, le Secrétaire à la Défense, Laird, a annoncé qu'il voulait 3 milliards de dollars de plus pour 1973, élevant à 80 milliards de dollars l'épuisement annuel qu'est la production de guerre sur notre économie. Ce n'est pas seulement une dépense gouvernementale inflationniste, c'est une diversion criminelle de ressources énormes qui, au lieu d'aller aux hôpitaux, écoles et autres nécéssités des larges masses américaines, vont dans le gaspillage de la production de guerre prévue seulement pour servir les ambitions des riches de dominer le monde entier.

#### 6) Pour un Labour Party

Le programme de gel des salaires de l'administration Nixon a été approuvé à 100 % par tous les hommes politiques éminents, démocrates et républicains, même lorsqu'ils critiquaient d'autres aspects du programme Nixon. Sans exceptions, les dirigeants du Parti démocrate se sont alignés sur le décret de gel des salaires de Nixon, l'accusant même de constituer « trop peu et trop tard ».

La politique des dirigeants syndicaux de soutien des démocrates, versant des millions de dollars dans des campagnes pour de prétendus amis du Travail parmi les hommes politiques capitalistes, s'est clairement montré être une faillite totale. Pas un seul de ces « amis du Travail » n'a élevé la voix contre le gel des salaires.

Les partis démocrate et républicain se sont tous deux montrés être des partis créés par le grand capital, des partis du grand capital, des partis pour le grand capital. Ces partis ne peuvent jamais représenter les travailleurs ou toute autre section des opprimés et des exploités dans cette société.

L'agression de Nixon contre les travailleurs prouve on ne peut plus clairement qu'il ne suffit pas de combattre les patrons sur le front économique seulement. Les patrons ont à leur disposition les puissantes ressources du gouvernement américain qu'ils contrôlent au moyen des deux grands partis. Ils utilisent ce pouvoir politique contre les travailleurs, y compris dans les questions économiques, comme le prouvent les décrets de Washington. Les questions économiques centrales - tout comme les questions de la guerre, de l'oppression des femmes, de l'oppression des nationalités - sont des questions politiques. Si les travailleurs veulent s'en occuper d'une manière effective, ils doivent avoir leur propre instrument politique, leur propre parti.

Léonard Woodcock de l'U.A.W. avait raison de dire que « la main de M. Nixon tenait le poignard, mais le poignard y avait été mis par les démocrates dirigeant le Congrès qui préconisaient une loi instaurant des restrictions » aux salaires.

Les syndicats doivent rompre avec cette police sans issue de soutien des « amis du Travail » chez les deux partis capitalistes, et organiser un parti à eux pour combattre en faveur des travailleurs et de tous les opprimés.

Le Socialist Workers Party luttera dans la campagne présidentielle pour ces revendications et pour d'autres revendications destinées à mobiliser tous ceux qui souffrent de l'oppression, de la discrimination et de l'exploitation sous le régime capitaliste, dans une lutte contre les grandes firmes et les banques qui gèrent malheureusement le pays. Ceux qui veulent défendre un programme de combat pour le Travail et pour tous les mouvements d'amélioration et de changement social se joindront à nous pour que cette campagne atteigne le plus grand nombre d'Américains.

#### stage des GCR

Les Gruppi Communisti Rivoluzionari (section italienne de la IVème Internationale) ont organisé la première semaine d'Août un stage de formation pour les cadres de l'organisation. Une centaine de militants y participait. Les thèmes abordés au cours de ce stage étaient choisis en fonction de la situation politique et sociale italienne actuelle, afin de permettre aux militants de la section italienne de déterminer les grandes lignes de leur intervention à la rentrée. Au cours des six jours de ce stage, les thèmes suivants furent abordés: Situation du capitalisme italien - analyse des groupes de l'extrême-gauche italienne - Stratégie ouvrière - Histoire de la section italienne de la IVème Internationale - Nature de l'URSS et de la Chine.

Les deux buts fondamentaux de ce stage étaient, d'une part, de permettre l'homogénéisation politique de l'organisation, et d'autre part, de déterminer les tâches fondamentales des G.C.R. face à une situation en pleine mutation.

Ce stage des « Gruppi Communisti Rivoluzionari » a marqué le pas en avant important fait par nos camarades italiens au cours de cette dernière année. Ils ont réussi à implanter des bases solides dans les villes comme Turin, Gênes, Bari, Naples, Rome) et des noyaux se sont créés dans une vingtaine d'autres villes.

D'autre part, leur intervention systématique dans les entreprises et dans les organisations syndicales, tend petit à petit à les faire reconnaître comme une force politique cohérente au sein du mouvement ouvrier.

#### stage de la LMR

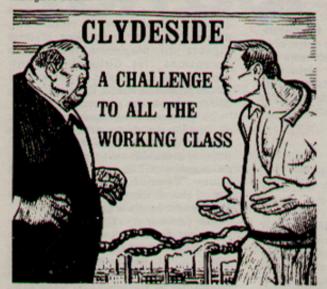
Le problème essentiel qui se pose aujourd'hui à la LIGUE MARXISTE REVOLUTIONNAIRE suisse (organisation sympathisante de la IVème Internationale) est celui de la construction de l'organisation au niveau national et de sa centralisation. En effet, la L.M.R. est née fin 1969 d'une scission du Parti du Travail (parti communiste suisse) de la région de Lausanne; des satellites se sont rapidement développés à Vevey, Neuchâtel, Yverdon, Genève, le Jura bernois et Fribourg. Enfin, au printemps 1971, la L.M.R. créait sa première section en Suisse allemande à Zürich. Devant cette rapide croissance de l'organisation, s'est posée de façon urgente la nécessité d'élaborer une stratégie de construction de la L.M.R. au niveau national, afin d'éviter le risque de localisation accentué par le fédéralisme helvétique. C'est dans cette perspective

que la Ligue Marxiste Révolutionnaire a choisi les thèmes de ses stages de formation de l'été. Le premier thème, traité au cours des deux derniers week-ends de juin, abordait, à travers l'histoire du parti bolchévique, les apports théoriques du marxisme révolutionnaire sur le problème de l'organisation léniniste, de l'Internationalisme, de la révolution permanente et la théorie de l'impérialisme.

Le stage du mois d'août abordait le travail de la L.M.R. dans ses différents secteurs d'intervention. Un rapport central sur l'évolution de la situation économique, sociale et politique de la Suisse et les perspectives de construction donna le cadre de travail aux commissions sur les différents secteurs : ouvrier, travailleurs immigrés, étudiant, jeunesse scolarisée, apprentis.

## les chantiers navals de la clyde en crise

« Au nom des travailleurs du chantier naval et au nom du Comité de Coordination du syndicat des chantiers d'Upper Clyde, nous prenons en main l'entreprise. Tu prendras désormais tes ordres uniquement auprès des délégués des travailleurs ».



Un défi pour toute la classe ouvrière...

Ce langage insolent, les travailleurs de l'« Upper Clyde Shipbuilding » l'ont tenu au corps de garde de la fabrique, quand ils ont décidé, fin juillet, d'occuper leur entreprise.

A l'origine se trouvait la décision du gouvernement conservateur de fermer les chantiers de la Clyde avec comme résultat 12.000 chômeurs dans l'entreprise même et dans les entreprises auxiliaires. Cette fermeture faisait partie de tout un train de mesures que le gouvernement veut prendre pour relancer l'économie britannique aux frais des travailleurs.

Dès l'annonce des mesures prises contre l'UCS, les travailleurs écossais répondirent par une mobilisation générale de 150.000 personnes à Glasgow. Les travailleurs des chantiers de la Clyde décidaient d'occuper les chantiers et de les faire « tourner », dès l'annonce des premiers licenciements.

Sur les 4 chantiers que comprend le complexe de l'Upper Clyde, les ouvriers en occupèrent un dès la fin du mois de juillet. Les travailleurs des 3 autres étaient en congé. Les ouvriers remirent le chantier en marche sous la direction d'un comité de coordination des shop stewards (délégués d'atelier). Ceci représente une dénonciation flagrante de la loi anti-grèves et montre bien que celle-ci n'a en rien atteint la combativité de la classe ouvrière britannique. Le lundi 9 août, les travailleurs de 2 autres chantiers rentraient de vacances et décidaient aussitôt de se joindre au mouvement de leurs camarades.

Ainsi, les travailleurs des constructions navales de la Clyde ont réussi à faire tourner eux-mêmes et seuls une entreprise de première importance. Ils prouvaient ainsi dans la pratique que les capitalistes ne sont que des parasites vivant du travail des ouvriers. Ils ont démontré que l'autogestion n'est pas une utopie, qu'elle devient effectivement réalisable une fois que la classe ouvrière peut conquérir le pouvoir et prendre possession des moyens de production (les usines, les machines, les matières premières). C'est pour cette raison que la lutte des travailleurs de la Clyde, même dès lors qu'elle connaît comme aujourd'hui une phase de repli, doit être popularisée au maximum, tant son exemple a de valeur éducative.

On nous dira: mais les travailleurs de la Clyde n'ont pas pu tenir. Cela eût d'ailleurs été impossible du moment que les capitalistes refusaient de livrer les matières premières indispensables (l'acier). Pour que les chantiers puissent continuer à fonctionner, il aurait fallu que les travailleurs des entreprises auxiliaires veillent à les approvisionner en matières premières et en énergie. Cela suppose l'application du contrôle ouvrier dans un certain nombre d'aciéries et dans les centrales de gaz et d'électricité. Ensuite, les services de remorquage auraient dû refuser de mettre à flot les bateaux non complètement achevés et une grande campagne financière aurait été mise sur pied pour soutenir les travailleurs qui ne touchaient plus de salaire.

En fait, tout dépendait de l'extension de la lutte : le contrôle ouvrier ne peut être appliqué réellement qu'en période de lutte généralisée, au cours d'une situation révolutionnaire. Pour que le contrôle ouvrier soit appliqué en période révolutionnaire, les travailleurs doivent avoir pu accumuler en période non révolutionnaire un certain nombre d'expériences de durée limitée. De ce point de vue, et même si l'expérience n'a pas fait tache d'huile, l'action des travailleurs de la Clyde est un acquis précieux pour la classe ouvrière.

Mais, sur un autre plan, le manque de perspectives apparaît clairement dans certaines déclarations de shop stewards. En effet ils veulent se limiter à maintenir l'emploi pour les travailleurs des chantiers navals, sans prendre en considération les implications inévitables.

La seule mesure qui puisse permettre une réorganisation complète des chantiers, modernisation de l'équipement, recyclage du personnel, est la nationalisation de l'Upper Clyde. Mais la nationalisation telle que la propose le Parti Travailliste ne viserait une fois de plus qu'à faire payer par les travailleurs des chantiers navals cette « rationalisation » de la construction navale britannique.

Aujourd'hui, seule une nationalisation sous contrôle des délégués d'ateliers peut véritablement assurer la sécurité de l'emploi et des conditions de travail des ouvriers de la Clyde.

## libérez les accusés de marrakech!

A Marrakech, le procès du cinquième « complot » découvert depuis l'indépendance vient de s'achever. D'un moment à l'autre le verdict peut tomber : 32 inculpés, jugés par contumace pour « atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat », peuvent être frappés de la peine capitale. Sur les 161 inculpés présents au tribunal, 16 risquent la peine de mort, 124 la réclusion perpétuelle pour « tentative de changement du régime ».

#### A CETTE MASCARADE MACABRE...

Les juges: Le président du tribunal, Mohamed Laabi, était secrétaire particulier en 1953-54 de Ben Arafat, pantin fabriqué par l'impérialisme français, hypothétique troisième force de rechange face au mouvement nationaliste. Fidèle serviteur, non seulement il était à ses côtés lorsque Ait Moudden et quelques autres militants, aujourd'hui sur les bancs des accusés de Marrakech, participèrent à un attentat contre le « sultan des Français », mais encore, il fit partie du tribunal du protectorat français qui condamna à mort Ait Moudden!

Les accusés : Arrêtés séparément pour la plupart, ce n'est que quelque temps après leur incarcération que naquit la fable du complot. Certains sont de vieux militants de l'Union Nationale des Forces Populaires (1), comme El Forkani, ou comme Mohamed Basri (jugé par contumace) et M.Ajar (un des fondateurs de l'UNFP), qui tous deux avaient déjà été condamnés lors du procès du « complot » de 1963. En fait, la plupart, appartenant ou non à l'UNFP, ont les menottes aux poignets parcequ'ils ont activement participé aux récentes luttes paysannes, ouvrières et étudiantes, qui se sont développées depuis deux ans face au marasme économique, à la corruption et à l'exploitation grandissantes. Enfin, deux des accusés, M.Ajar et A.Benjelloun, ont été livrés aux sbires de Oufkir par la police franquiste. Coopération significative! Tous les accusés ont subi des interrogatoires « en règle ». La mort d'un des inculpés durant sa détention, Moujahid Kassem, et la folie qui gagna un autre militant sont, à elles seules, éloquentes.



Les preuves: Outre quelques pistolets, deux grenades, une mitraillette, armes anciennes et inutilisables, la seule « pièce maîtresse » de l'accusation fut la déposition d'un individu pour le moins suspect : il aurait accepté de « jouer le jeu » du complot pour mieux par suite le démasquer. Ironie de l'histoire : il lui fallut plusieurs mois pour qu'enfin un fonctionnaire zélé crût son histoire! Enfin, dernière « pièce à conviction » une machine à écrire sur laquelle un des accusés, journaliste et poète, tapait journellement ses articles et ses vers.

L'accusation: Si l'on fait table rase de cet échaffaudage branlant, bâti de toute pièce, le contenu réel de l'accusation se dévoile sans fard : «...il a été démontré que les comploteurs projetaient de détruire nos traditions, nos valeurs spirituelles et notre régime social. Ils voulaient imposer à notre peuple et à notre société des idéologies importées...». Ce commentaire de la radio marocaine au début de l'année suffirait. L'arrêt de renvoi aux Assises précise : « avoir voulu imposer un régime républicain et socialiste ». Quant au rapport de police, il se contente de « l'instauration d'une république démocratique ». Les 161 de Marrakech sont accusés uniquement parceque, pour la plupart, ils ne voyaient qu'un seul chemin à la lutte contre l'impérialisme et ses valets: la révolution socialiste et ceci, par delà les hésitations répétées de leurs directions politiques. Autre aspect de l'acte d'accusation : avoir soutenu et voulu aider la Résistance Palestinienne, et en particulier dans le cas d'Ahmed Benjelloun, arrêté en Espagne, avoir rassemblé des armes au profit de la Résistance.

#### .. RIPOSTONS EN MASSE!

La tentative avortée de putsch, organisée par le colonel Mebdouh le 10 juillet, n'avait pas de relation directe avec le procès de Marrakech. Elle mit en évidence l'effritement du régime au sein même de son plus sûr pilier : l'armée. Mais l'écrasement rapide et sanglant du coup d'Etat, en renforçant momentanément le pouvoir et plus particulièrement les prérogatives d'Oufkir, peut permettre une accentuation de la répression, un verdict sévère à Marrakech.

La solidarité internationale n'a rien de commun avec

une formalité d'humaniste distingué.

L'avenir des militants de Marrakech en dépend. L'accusation à peine voilée d'« aide à la Résistance Palestinienne », le peu d'écho du procès dans les capitales arabes, le prouvent : le procès de Marrakech est un maillon de la lutte à mort entre l'aube de la Révolution socialiste arabe et la Réaction, représentée ici dans son ensemble par Hassan, au delà des nuances de « progressisme islamique ». Après la tuerie anti-communiste au Soudan, après les récents combats de la Résistance contre les bédouins de Hussein, après la répression en Egypte contre les grévistes du complexe de Hélouan, le soutien aux accusés de Marrakech doit, dans les quelques jours qui viennent, être l'occasion de manifester notre attachement à la cause indéfectible de la Révolution socialiste arabe.

Le procès de Marrakech illustre la lutte de l'impérialisme contre les nouvelles avant-gardes, plus ou moins dégrossies, nées dans tout le monde arabe sous l'impact de la Résistance Palestinienne, en faisant sauter le carcan de la coexistence pacifique et les verrous de décennies de trahison stalinienne. C'est à ce titre que, loin des protestations verbales et des pétitions de principe, nous défendrons les accusés de Marrakech.

Dans nos sections syndicales, sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, dans nos lycées... développons la solidarité avec les acccusés de Marrakech!

Joseph KRASNY le 8-9-71



Les accusés de Marrakech

(1) U.N.F.P.: organisation créée en 1959 par Ben Barka d'une scission de l'Istiqial, parti de la bourgeoisie nationale, comportant une aile gauche insérée dans les luttes du prolétariat marocain et principalement représentée à Marrakech; sa direction est de plus en plus droitière. Représentant les intérêts de la petite-bourgeoisie, eile s'est alliée à l'Istiqial dans le cadre d'une « union nationale ».

Le Comité Central de la Ligue Communiste s'est réuni les 4, 5, 6, 7 et 8 septembre. Trois points centraux figuraient à l'ordre du jour :

1) L'analyse de la situation politique et des tâches des

révolutionnaires en cette rentrée.

2) Le rapport sur le congrès du S.W.P. des Etats-Unis et la préparation du Xème Congrès de la Quatrième Internationale.

La mise en pratique des décisions du 2ème Congrès de la Ligue Communiste concernant son renforcement organisationnel: presse, finances, permanents, sécurité.

L'importance prise par ce dernier point au cours débats a bien situé la phase de croissance organisationnelle dans laquelle nous nous situons : celle du passage d'une organisation révolutionnaire d'amateurs à une organisation de révolutionnaires professionnels au sens où Lénine le concevait.

La discussion sur la situation politique a donné lieu à une résolution qui fixe le cadre de notre intervention en cette rentrée. Vu la richesse de l'actualité politique et l'effort d'analyse qu'elle demande aux révolutionnaires pour agir efficacement dans la période qui s'ouvre, nous avons jugé bon de publier in extenso cette résolution, en dépit de son volume.

# résolution politique du comité central

Trois éléments ont marqué, pendant ces derniers mois, l'évolution de la situation internationale : la crise monétaire internationale, le cours diplomatique de la Chine populaire, les transformations sur le front de la révolution coloniale.

1) Le capitalisme mondial entre dans une nouvelle phase de son histoire.

\* La période de croissance consécutive à la deuxième guerre mondiale s'épuise : elle reposait sur l'existence de marchés ouverts par la reconstruction, sur la docilité des classes ouvrières aux organisations brisées par le fascisme et la guerre, sur la garantie négociée avec rurss du statu-quo international. L'ensemble de ces conditions est aujourd'hui révolu : les classes ouvrières allemande, japonaise, italienne, ont repris leurs forces, rurss n'exerce plus un contrôle indiscuté sur le mouvement communiste international, enfin les bourgeoisies les plus fortes se disputent âprement les

\* La concurrence s'exacerbe. Malgré l'imbrication internationale des économies, préservant le cadre de leur Etat national pour mâter leur classe ouvrière et défendre leurs positions politique et économique, les bourgeoisies s'affrontent ouvertement. Il suffit de constater l'inquiétude et les réactions contradictoires qui ont accueilli sur les places financières les mesures de Nixon, pour s'en convaincre; et il suffit de voir comment le fragile Marché Commun européen grelotte lorsque l'impérialisme américain éternue, pour s'en convaincre plus encore.

\* Face aux mesures protectionnistes prises par le gouvernement U.S., le seul objectif de survie, dans un contexte de lutte accrue pour de nouveaux débouchés, provoquera une politique d'austérité et de déflation chez les principaux gouvernements bourgeois. Cela signifie des risques de récessions en chaîne, le développement du chômage, et des attaques sévères contre le niveau de vie des travailleurs. L'incapacité des bourgeoisies à trouver suffisamment vite un nouveau replâtrage du système monétaire international, plongerait les échanges internationaux et la production capitaliste mondiale dans une crise profonde. Dans tous les cas, on assiste à un tournant important de la période, lié à la remise en cause des rapports de forces existant entre les divers impérialismes.

\* Cette situation balaie les illusions nées de la période passée sur un capitalisme surmontant ses crises. Les convulsions du capitalisme mondial démontrent combien les rapports de production capitalistes, le cadre historiquement condamné de l'Etat national, sont devenus contradictoires avec un nouveau bond des forces productives autorisé par la troisième révolution industrielle. La crise profonde actuelle de la société américaine, l'incroyable sauvagerie de l'agression au Vietnam, préfigurent la vague de barbarie qui submergera la société capitaliste si le prolétariat ne brise pas à temps ses chaînes pour ouvrir une ère nouvelle de l'histoire de l'humanité.

2) C'est au moment où le vieux monde capitaliste est gros de plusieurs explosions révolutionnaires que la direction chinoise entre de façon désormais ouverte dans le jeu de la coexistence pacifique.

Aux conférences de Téhéran, de Postdam, de Yalta, l'impérialisme US et la bureaucratie stalinienne s'étaient partagé le monde en zones d'influence. La coexistence pacifique à la mode kroutchévienne ne visait qu'à prolonger le statu-quo prévu par ces partages. Mais les masses chinoises n'étaient pas présentes à Yalta. Elles ne s'y étaient engagées par aucune promesse : la révolution a aussi ses raisons que la diplomatie ne connaît pas. Cela valut à la Chine populaire d'être mise en quarantaine par l'impérialisme et poignardée dans le dos par la bureaucratie soviétique qui lui retira son aide économique en pleine période de difficultés. Mais aujourd'hui, tenaillé par ses propres

contradictions et inquiet de l'incapacité croissante du gouvernement soviétique à bloquer la montée révolutionnaire internationale, l'impérialisme cherche un nouveau répit par un nouvel équilibre international

mieux adapté au rapport de forces actuel.

Inscrite dans la nature opportuniste de la direction maoiste, la stabilisation de la bureaucratie chinoise (qui a restructuré son appareil d'Etat à travers la Révolution culturelle) rend possible cette ouverture de l'impérialisme, en même temps qu'elle sème le désarroi chez tous ceux qui voyaient en elle une direction révolutionnaire internationale.

La direction maoiste n'a pas attendu l'ouverture du dialogue avec Nixon pour donner des gages. La trahison des masses bengalies et ceylanaises, la fraternisation diplomatique avec les bourreaux du Soudan, du Cameroun, de l'Iran, de l'Ethiopie, du Pakistan, poussent jusqu'au zèle la volonté d'apaisement international. S'il est normal que la Chine populaire cherche à briser son isolement, il n'est en rien inévitable qu'elle le fasse sur le dos des mouvements révolutionnaires, comme c'est le cas au Bengale, à Ceylan et au Soudan, où la bureaucratie chinoise essaie de supplanter la bureaucratie soviétique

3 ) C'est dans ce contexte de constitution d'un nouvel équilibre, que la révolution coloniale vient de connaître de graves revers. En Palestine, où la réaction arabe assassine en toute quiétude les commandos désemparés. Au Soudan, où la répression décapite le PC le mieux implanté du monde arabe. En Bolivie, où l'impérialisme noie dans le sang des masses les illusions sur la possibilité d'une voie réformiste. Ce coup d'arrêt amasse de sombres nuages sur l'expérience chilienne, où les masses désenchantées explorent les limites des voies légales ... A Ceylan, où le gouvernement de gauche, en s'appuyant sur l'impérialisme et la bureaucratie soviétique, et avec la complicité de la bureaucratie chinoise, déclenche une répression meurtrière contre la jeunesse révolutionnaire. Au Bengla-Desh, où la réaction pakistanaise répond aux aspirations nationales et sociales du peuple bengali en envoyant son armée pour tenter de l'assassiner.

La révolution indochinoise résiste à la fois à l'intervention militaire et aux marchandages diplomatiques. En réaffirmant sa volonté de vaincre et son indépendance, elle apparaît plus que jamais comme la clé de voûte de la situation internationale : cran d'arrêt aux défaites de la révolution coloniale, elle est le tremplin pour de nouveaux assauts; exemple offert à tous les révolutionnaires, elle inspire leur énergie à entreprendre de nouveaux combats.

Plus que jamais, le soutien à la révolution indochinoise est le premier devoir de tout

Mais les revers de la révolution coloniale n'ont jamais été que très temporaires. Alors que la révolution arabe connaît de lourdes défaites, on assiste en Egypte pour la première fois depuis vingt ans à des mouvements de grève et à des mouvements paysans dans le sud du pays. En Europe même, le peuple irlandais reprend la lutte pour assurer son unité nationale et se libérer de l'impérialisme britannique.

1 ) En France, la crise du capitalisme international peut se traduire diversement. Soit la bourgeoisie française modérera ses ambitions et se contentera des os

abandonnés par les grandes puissances ; soit elle fera de nouveaux efforts pour se hisser aux premières places. Ce qui signifierait une attaque accrue contre les petites et moyennes entreprises, contre le petit commerce, le sacrifice des branches les moins compétitives, la concentration accélérée des secteurs de pointe, la rentabilisation maximum des services publics. Ce qui devrait se traduire par le développement du chômage et par une tentative de blocage des salaires; cependant que les prix continuent à grimper comme le montrent, en dépit des promesses ministérielles, les hausses récentes des transports, du gaz et de l'électricité, du tabac. De telles mesures ne peuvent qu'accroître les tensions sociales au moment même où l'usure d'un régime mal remis de Mai 68 est patente. Le scandale est le propre de la bourgeoisie ; mais ce qui est à coup sûr le signe d'une bourgeoisie malade, c'est la publicité des scandales. Or, de la Villette à la Garantie foncière, le scandale éclabousse le régime pompidolien, déjà né dans les eaux troubles de l'affaire Markovitch. Les mouvements dans la police indiquent la précarité d'un ordre en lequel ses défenseurs en titre ne croient plus qu'à demi. Le conseil constitutionnel fait barrage au projet marcelinesque de loi sur les associations, projet pourtant approuvé par une majorité aux ordres, qui a la prétention de représenter la nation. Enfin, du côté d'Edgar Faure comme de Giscard d'Estaing, on s'active à la recherche d'une majorité de rechange, les jours de l'actuelle paraissant d'ores et déjà comptés.

2) De plus, ce pouvoir affaibli n'aura pas les mains libres pour dénouer le nœud coulant des problèmes économiques et monétaires passé à son cou. La classe ouvrière, d'abord décue par le naufrage électoral de Juin 68 est, dès la mi-novembre 1969, stoppée dans sa riposte revendicative à la dévaluation par l'intervention policière contre les grévistes de l'EGF, par la reculade des directions syndicales, autant que par les matraquages des manifestations de soutien à la lutte des révolutionnaires vietnamiens.

Encouragée par la puissance des manifestations contre le procès de Burgos, une nouvelle montée des luttes ouvrières s'affirme depuis la fin de l'année 1970. Des séquestrations de Fougères aux grèves de Renault et de la SNCF, en passant pas les 44 jours de grève des Batignolles, les travailleurs se battent au cours du premier semestre 1971 pour des objectifs de plus en plus

La combativité ouvrière, alimentée par les atteintes aux conditions de vie des travailleurs, par le discrédit du pouvoir, par les perspectives d'unité d'action syndicale, l'emportera sur le découragement qui résulte de l'enlisement des luttes à Renault et à la SNCF où, devant l'intransigeance du pouvoir et du patronat, les bureaucraties syndicales préférèrent la capitulation à une épreuve de force qui risquait de leur échapper.

3 ) Dans un premier temps, cette combativité pourra s'exprimer d'autant plus volontiers que pour la première fois depuis 1968, une issue politique (dont l'absence expliquait, selon le bilan tiré par la CGT de la grève Renault, l'impasse des luttes), se dessine aux yeux des travailleurs victimes des illusions électoralistes.

Avec la création du nouveau PS, le PCF retrouve un partenaire électoral, même si dans l'immédiat, chacun prépare séparément ses forces pour négocier dans les meilleures conditions. Ainsi le PCF mène simultanément une campagne anti-gouvernementale à travers la dénonciation des scandales, et une campagne pour la réouverture immédiate des pourparlers en vue de l'unité de la gauche. En maintenant une activite soutenue pendant les mois d'été (manifestations sur le Vietnam, le Soudan, les transports, délégations pour la démission de Rives-Henry), il donne tout leur poids aux déclarations de Fajon selon lesquelles l'alliance ne se fera pas à n'importe quel prix.

De son côté, tirant le bilan de l'affaire Servan-Schreiber, Mitterrand ne cherche pas, à la différence des partisans de la troisième force, à contourner le PCF. Il ne cherche pas davantage un pacte conclu à égalité avec lui ; il va s'efforcer de rallier ses suffrages à une candidature acceptable par une partie de la bourgeoisie. C'est pourquoi, alors que le PCF mise déjà sur le résultat parlementaire de 1973, Mitterrand, qui accepte par un silence équivoque les allusions à l'expérience chilienne, se fixe plutôt comme horizon les présidentielles de 1976. Pour réussir cette opération, le PS devra s'appuyer sur des forces sociales et regrouper des forces organisées lui permettant d'être autre chose qu'une simple baudruche électorale. A cette fin, il n'hésitera pas, sur le terrain des conditions de vie (logement, transports) et de la répression, à doubler, au moins verbalement, le PCF sur sa gauche, pour devenir le parti des nouvelles couches moyennes. Enfin, le ralliement d'anciens dirigeants de la CFDT, tels que Jeanson et Descamps, les déclarations accommodantes d'E. Maire, le soulagement évident des dirigeants de la FEN, depuis trop longlemps à court de relai politique, donnent quelque vraisemblance à ce dessein.

4) Mais cette situation ne nous ramène en rien aux

SUITE PAGE 16



Je désire prendre contact avec la LIGUE COMMUNISTE (Section Française de la IVème Internationale)

Age. Lieu de travail

hebdomadaire de la ligue communiste

directeur de la publication : Charles Michaloux

rédaction administration librairie

10, impasse guéménée - paris 4ème tel 272 88 96

diffusion NMPP composition IBM multipoint imprimerie saie imprimerie SAIE Moriamé, 61 fg poissonnière, paris IX les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de l'organisation.

#### SUITE DE LA PAGE 15

présidentielles de 1965 ou à la période faste des motions de censure en 1967. Mai 68 ne peut pas être mis entre parenthèses. Les travailleurs s'en souviennent, et cette expérience de lutte généralisée se matérialise aujourd'hui dans l'existence d'organisations révolutionnaires telles que la Ligue Communiste, qui en sont partiellement nées, et avec qui pouvoir et bureaucrates doivent désormais compter.

Déjà, après le 1er Mai, le PCF a échoué dans sa tentative de déclencher une campagne « anti-gauchiste », accueillie plus que tièdement par les travailleurs.

De son côté, le pouvoir, plus il se sentira menacé, s'efforcera d'en finir avec les révolutionnaires. Les attaques contre la presse (procès de Rouge et d'autres journaux révolutionnaires) ne constituent qu'un premier pas en ce sens.

Mais si ces deux entreprises s'avèrent difficiles, c'est qu'en trois ans les révolutionnaires ont su se distinguer du gauchisme et tisser des liens réels avec les masses. Pour ne considérer que le semestre écoulé, nombre d'événements jalonnent cette modification du rapport de forces. Lors de l'affaire Guiot, et malgré la besogne systématique de démobilisation entreprise par le PCF, plusieurs dizaines de milliers de lycéens font, avec les organisations révolutionnaires, plier le pouvoir. A l'initiative de la Ligue Communiste, plusieurs milliers de manifestants prennent en charge la lutte contre le fascisme renaissant, se heurtent à la police qui protège e meeting d'Ordre Nouveau au Palais des Sports. Le 1er Mai, l'exclusive de la CGT contre les révolutionnaires sert de prétexte à la CFDT pour se retirer du défilé; il y a deux manifestations de masse. A l'appel de la I Vème Internationale, 30 000 manifestants venus de toute l'Europe célèbrent à Paris le centenaire de la Commune, alors que la CFDT et le PS ne réussissent qu'à organiser des cortèges maigrelets de 5000 personnes.

Enfin, il n'est guère de luttes ouvrières ou syndicales où les révolutionnaires ne fassent sentir leur présence : en organisant le soutien aux grèves de Batignolles, de la SNCF, comme en prenant la tête de la défense de Bertin -radié de l'enseignement pour délit d'opinion.

C'est avec la présence de ces forces vives que s'ouvre la nouvelle période de luttes.

# résolution politique du comité central

- 111

De nouvelles occasions vont s'offrir à la classe ouvrière. Elles ne peuvent plus être gaspillées; si la perspective d'un possible succès électoral encourage les luttes, elle ne doit pas servir à les dévoyer. Pour cela les travailleurs doivent dès maintenant fixer leurs propres buts

#### TRAVAILLEURS DEFENDENT LEURS INTERETS

1) Les derniers mois, et notamment la grève SNCF, ont montré la volonté de la bourgeoisie de rester sourde à toute revendication remettant en cause le cadre des contrats de progrès. Cette intransigeance patronale n'est possible que grâce à la capitulation des directions ouvrières. Les travailleurs n'acceptent pas de se lier les mains et ne se contentent pas des miettes accordées par les contrats. Pour arracher les revendications, les contrats ne paient pas, le combat paiera!

2) Face à la politique de division patronale et pour l'unité de la classe ouvrière, les travailleurs lutteront pour le mot d'ordre d'augmentation égale pour tous, qui permet non seulement de résister à la dégradation du pouvoir d'achat, mais encore d'améliorer celui des bas salaires, soudant ainsi la classe ouvrière autour de ses couches les plus combatives.

Parce que le patronat tente toujours de reprendre d'une main ce qu'il a dû donner de l'autre, parce qu'il augmente sans cesse ses prix pour préserver ses profits, les travailleurs imposeront l'échelle mobile des salaires, basée sur les indices des organisations ouvrières et dicutée par eux, qui seule garantit le maintien de leur

Pour en finir avec les salaires de misère qui réduisent une partie de la classe ouvrière au rang d'esclave affamé du capital, les travailleurs, comme ceux de Renault en Mai 68, lutteront pour qu'il n'y ait plus de salaires inférieurs à 1200 francs!

Pour faire face à la division que le patronat tente d'introduire chez les travailleurs, à travail égal, salaire égal, en ce qui concerne les travailleurs immigrés, les femmes, les jeunes.

3) Les travailleurs n'ont pas à faire les frais de la concurrence capitaliste. Contre les licenciements et les fermetures d'usines, résultats de la concentration et de la rentabilisation capitalistes: Pas de licenciements sans reclassement préalable aux mêmes conditions de salaire!

Retour immédiat aux 40 heures et partage du travail à effectuer entre tous les travailleurs sans diminution de salaires : échelle mobile des heures de travail !

Abaissement de l'âge de la retraite!
Face à la campagne raciste encouragée par le pouvoir au moment où les travailleurs immigrés risquent d'être les premiers touchés par l'essor du chômage, solidarité entre les travailleurs français et immigrés. Egalité des droits politiques et syndicaux!

4) Pour défendre efficacement ces revendications des travailleurs, renforcement de l'unité d'action syndicale! Non seulement par le dialogue au sommet, mais aussi par la discussion à la base en assemblée générale intersyndicale et en assemblée générale du personnel, d'une plate-forme commune d'action! C'est ainsi que se prépare et s'illustre dès maintenant la possibilité de l'unification syndicale avec droit de tendance!

Les maux dont souffre la classe ouvrière sont le résultat de l'anarchie capitaliste. Il ne suffit donc pas qu'elle se défende :

#### LES TRAVAILLEURS FONT LE PROCES DE LA GESTION ET DE LA GABEGIE CAPITALISTES !

5) Quand les patrons prétextent d'impératifs économiques pour fermer leurs usines, augmenter leurs prix, demander des subventions d'Etat, les ouvriers doivent répondre qu'ils n'en croient rien. Ils doivent exiger le contrôle ouvrier sur la production.

A commencer par l'ouverture des livres de compte. Il ne s'agit pas de vérifier la comptabilité capitaliste mais de la contester : seuls les travailleurs peuvent contrôler sur le tas l'estimation des stocks, l'achat de nouvelles machines, et les autres rubriques, qui permettent aux entrepreneurs de truquer leurs livres de comptes.

De même à la spéculation bancaire, les travailleurs, à commencer par ceux des banques, doivent répondre par la levée du secret bancaire et commercial, par le contrôle sur les transactions! Contre l'inflation, contrôle ouvrier sur les prix de revient et la facturation! Contre la rentabilisation capitaliste et la manipulation du marché par la publicité, contrôle ouvrier sur l'organisation du travail, sur les cadences, sur l'échantillonnage de la production!

6) Contre la toute-puissance des trusts et des monopoles, les travailleurs imposeront la nationalisation, sans indemnisation ni rachat et sous contrôle ouvrier des grandes entreprises aéronautiques, chimiques, automobiles, des grands réseaux de commercialisation et de transports.

Contre les spéculations immobilières, ils exigeront la nationalisation sans rachat des terrains à bâtir, ils réclameront des services gratuits de qualité, en premier lieu les transports et la santé grâce à l'abrogation des tarifs préférentiels aux entreprises privées!

7) Contre le transfert de secteurs de la fonction publique aux entreprises privées et les conséquences de la « rationalisation » capitaliste (chômage, développement du personnel sans garantie d'emploi)! Contre le démantèlement de l'Education Nationale par la prise en charge par le patronat de secteurs entiers de la formation (en particulier professionnelle)! Il faut chasser les représentants patronaux des jurys d'examens, des salles de cours! Il faut refuser les diplômes maison des universités concurrentielles! Supprimer toute subvention à l'enseignement privé et exiger la gratuité absolue de l'enseignement, intégralement financé par l'Etat! Contre la tentative d'instaurer un ordre moral dans tous les secteurs de l'Université et de mettre au pas par la répression élèves, étudiants et enseignants!

8) La concentration capitaliste élimine les artisans, les petits commercants et les petits paysans. L'Etat capitaliste accélère ce processus par une fiscalité écrasante sur ces catégories. Indemnités à ceux qui sont obligés d'abandonner leurs occupations, payées par des impôts sur les grandes entreprises!

9) De même, les révolutionnaires doivent lutter contre le sort fait à la jeunesse ouvrière réduite au chômage lorsqu'il manque des débouchés, ou embauchée en dessous du niveau de qualification professionnelle, sur exploitée sans garantie de salaire ni d'emploi, souffrant d'un « racisme anti-jeunes » qui l'atteint dans tous les aspects de sa vie quotidienne, maintenue dans des conditions de vie indécentes

\* sur le plan familial (répression sexuelle)

\* sur le plan culturel

\* sur le plan des libertés politiques : la répression policière touche les jeunes en particulier ; les lois en vigueur contraignent lesjeunes travailleurs à vivre en tutelle, à payer des impôts sans même avoir le droit de vote à 18 ans, et à subir un embrigadement forcé sous l'appellation de « service national ».

10) Ces grandes luttes des travailleurs tireront leur efficacité de leur prise en charge effective par la grande majorité des travailleurs. Le contrôle ouvrier sur la production et les nationalisations sous contrôle ouvrier ne s'accordent pas avec la délégation de pouvoir. Ce sont des délégués élus et révocables des travailleurs qui s'acquittent de ces tâches. Dans chaque lutte les travailleurs ont à faire l'apprentissage de la démocratie ouvrière en élisant des comités de grève représentatifs de tous les travailleurs en lutte, syndiqués et non syndiqués.

Mais les travailleurs ne se contentent pas de faire le procès de la gestion capitaliste. Ils savent bien que leurs succès demeureront fragiles tant que la bourgeoisie restera maîtresse dans son Etat.

#### DES MAINTENANT LES TRAVAILLEURS SONT CANDIDATS AU POUVOIR!

11) Mitterrand avance ses pions et manœuvre dans le cadre de la constitution de 1958. Il cherche un pouvoir personnel de type présidentiel. En retirant de son programme l'abrogation de la constitution de 1958, le PCF accepte ce terrain-là.

Les travailleurs, eux, veulent un gouvernement des travailleurs qui jette au panier la constitution gaulliste et avec elle toutes les mesures, des ordonnances contre la Sécurité Sociale à la loi anti-casseurs, prise sous son couvert! Ils veulent un gouvernement des travailleurs qui, s'appuyant sur leurs organisations de masse et leurs comités élus et contrôlés par eux, donne pleine satisfaction, sans marchandage ni retard, à leur programme d'action!

12) Le recours à l'intervention armée contre la classe ouvrière en lutte est une vieille tradition de la bourgeoisie. Thiers après la Commune, la répression des grèves par Clémenceau au début du siècle, la politique de Jules Moch contre les mineurs, enseignent aux travailleurs qu'aucune loi, si ce n'est leur propre force organisée, ne peut garantir leurs victoires. Plus récemment, les interventions à Peugeot et à Flins en 1968, à Vallourec, à Caterpillar, l'attaque des bulldozers à l'EGF, les agressions par les syndicats jaunes tels que la CFT à Citroën et Simca, montrent qu'ils doivent dès maintenant, grâce à leurs piquets de grève, organiser leur auto-défense. L'exemple international de la Bolivie, où les travailleurs viennent d'être défaits pour avoir tardé à s'armer, l'illustre encore.

Dissolution des groupes fascistes, des corps de police spéciaux, désarmement des armées mercenaires!

Droit à l'information et à l'organisation des militaires du contingent! Un service militaire réduit à la durée des classes et accompli sans encasernement sur les lieux de travail et d'habitation.

13) Il est plus que jamais nécessaire de développer le soutien à la révolution indochinoise, aux luttes révolutionnaires des peuples opprimés, notamment à ceux qui le sont dans les restes de l'Union 'française (Tchad, Martinique, Guadeloupe, Djibouti, Réunion).

Il s'agit là des tâches actuelles du prolétariat. La Ligue Communiste propose ce programme d'action aux autres organisations révolutionnaires. Ses militants le défendront et le soumettront à la discussion dans les organisations ouvrières et les mouvements de masse où ils interviennent.

Nous proclamons que l'ensemble de ces tâches exige, pour être accompli, la construction d'un parti révolutionnaire en France et à l'échelle mondiale : c'est ce à quoi œuvrent la LIGUE COMMJ NISTE et la QUATRIEME INTERNATIONALE, dont la Ligue est la section française. Aujourd'hui, renforcer la Ligue Communiste, c'est hâter l'heure de la construction de ce parti révolutionnaire, indispensable à la victoire finale de la classe ouvrière et à la construction du socialisme.

Nous lançons un appel à tous ceux qui voient croître l'espoir révolutionnaire pour qu'ils s'engagent effectivement à nos côtés et joignent leurs forces aux notres.

Paris, le 6 septembre 1971.

je	désire	
m'	abonn	er
à	rou	ge

6 mais

66 f

pli ouvert 33 f

pli fermé

france

pour l'étranger écrire au journal.

un an

pli ouvert 65 f

pli fermé 130 f

abonnement

de soutien

a partir de 150 f

(ECRIRE EN CAPITALES S.V.P.)																
PRENOM																
ADRESSE																

ROUGE, 10,imp. guéménée - paris 4ème